

CREDIT AGRICOLE SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**
(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015)

Aux Actionnaires,
CREDIT AGRICOLE SA
12, Place des Etats-Unis
92127 Montrouge cedex

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société CREDIT AGRICOLE SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1 et 9 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés qui exposent les effets de la première application de l'interprétation d'IFRIC 21 « Droits et Taxes ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 4 août 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Anik Chaumartin

Valérie Meeus



CREDIT AGRICOLE S.A.

**COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
AU 30 JUIN 2015**

Examinés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. en date du 3 août 2015



SOMMAIRE

CADRE GENERAL	4
>> PRÉSENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITÉ.....	4
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.....	5
>> COMPTE DE RESULTAT	5
>> RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	6
>> BILAN ACTIF	7
>> BILAN PASSIF	8
>> TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	9
>> TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	11
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS	14
1. PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉS.....	14
2. PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE	18
2.1 <i>Déclenchement du dispositif des garanties Switch</i>	<i>18</i>
2.2 <i>Office of Foreign Assets Control (OFAC)</i>	<i>18</i>
2.3 <i>Litige "Échanges Images Chèques"</i>	<i>19</i>
2.4 <i>Opérations de structure de la période</i>	<i>20</i>
2.5 <i>Mise en œuvre d'IFRIC 21</i>	<i>21</i>
3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT ET AU RESULTAT GLOBAL	22
3.1 <i>Produits et Charges d'intérêts</i>	<i>22</i>
3.2 <i>Commissions nettes</i>	<i>22</i>
3.3 <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	<i>23</i>
3.4 <i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	<i>25</i>
3.5 <i>Produits et charges nets des autres activités</i>	<i>26</i>
3.6 <i>Charges générales d'exploitation</i>	<i>27</i>
3.7 <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>27</i>
3.8 <i>Coût du risque</i>	<i>28</i>
3.9 <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i>	<i>29</i>
3.10 <i>Impôts</i>	<i>29</i>
3.11 <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	<i>30</i>
4. INFORMATIONS SECTORIELLES.....	33
4.1 <i>Information sectorielle par secteur opérationnel</i>	<i>36</i>
4.2 <i>Spécificités de l'assurance</i>	<i>38</i>
4.3 <i>Banque de proximité en France – Réseau des Caisses régionales</i>	<i>40</i>
5. NOTES RELATIVES AU BILAN	41
5.1 <i>Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	<i>41</i>
5.2 <i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	<i>44</i>
5.3 <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</i>	<i>45</i>
5.4 <i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers</i>	<i>47</i>
5.5 <i>Exposition au risque souverain</i>	<i>48</i>
5.6 <i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</i>	<i>53</i>
5.7 <i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées</i>	<i>54</i>
5.8 <i>Immeubles de placement</i>	<i>55</i>
5.9 <i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i>	<i>56</i>
5.10 <i>Écarts d'acquisition</i>	<i>57</i>
5.11 <i>Provisions techniques des contrats d'assurance</i>	<i>58</i>
5.12 <i>Provisions</i>	<i>59</i>
5.13 <i>Capitaux propres</i>	<i>61</i>



6.	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES.....	64
7.	RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS	67
8.	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS.....	69
8.1	<i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût</i>	70
8.2	<i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</i>	73
8.3	<i>Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine</i>	83
9.	IMPACTS DES EVOLUTIONS COMPTABLES OU AUTRES EVENEMENTS.....	84
10.	PARTIES LIEES.....	89
11.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2015	90
12.	ÉVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2015	103
12.1	<i>Contrôle fiscal de Crédit Agricole S.A.</i>	103



CADRE GENERAL

>> Présentation juridique de l'entité

Depuis l'Assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2001, la société a pour dénomination sociale : **Crédit Agricole S.A.**

Depuis le 1^{er} juillet 2012, l'adresse du siège social de la société est : 12 place des États-Unis 92127 Montrouge cedex

Immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 784 608 416

Code NAF : 6419Z

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le livre deuxième du Code de commerce.

Crédit Agricole S.A. est également soumis aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L.512-47 et suivants.

Crédit Agricole S.A. est enregistré sur la liste des établissements de crédit dans la catégorie des banques mutualistes ou coopératives depuis le 17 novembre 1984. A ce titre, il est soumis aux contrôles des autorités de tutelle bancaire et notamment de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Les actions Crédit Agricole S.A. sont admises aux négociations sur Euronext Paris. Crédit Agricole S.A. est soumise à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

>> Compte de résultat

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Intérêts et produits assimilés	3.1	13 023	26 879	13 668
Intérêts et charges assimilées	3.1	(7 368)	(15 532)	(7 879)
Commissions (produits)	3.2	4 270	7 951	3 826
Commissions (charges)	3.2	(2 750)	(5 145)	(2 520)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	3 467	5 932	3 325
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	1 770	2 810	1 734
Produits des autres activités	3.5	17 493	36 484	16 075
Charges des autres activités	3.5	(20 918)	(43 530)	(20 256)
PRODUIT NET BANCAIRE		8 987	15 849	7 973
Charges générales d'exploitation	3.6	(5 620)	(10 457)	(5 275)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	(319)	(631)	(305)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		3 048	4 761	2 393
Coût du risque	3.8	(1 078)	(2 204)	(1 124)
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 970	2 557	1 269
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		714	647	76
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	1	53	8
Variations de valeur des écarts d'acquisition	5.10	-	(22)	-
RESULTAT AVANT IMPOT		2 685	3 235	1 353
Impôts sur les bénéfices	3.10	(717)	(470)	(320)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		(18)	(5)	6
RESULTAT NET		1 950	2 760	1 039
Participations ne donnant pas le contrôle		246	416	198
RESULTAT NET PART DU GROUPE		1 704	2 344	841
Résultat par action (en euros)⁽¹⁾	5.13	0,597	0,836	0,302
Résultat dilué par action (en euros)⁽¹⁾	5.13	0,597	0,836	0,302

(1) Correspond au résultat y compris Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession.

Les informations au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2014 ont été retraitées suite à l'entrée en vigueur d'IFRIC21. Les impacts sont présentés en note 9.

>> Résultat net et autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Résultat net		1 950	2 760	1 039
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi		(59)	(300)	(89)
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés		-	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence		(59)	(300)	(89)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		11	135	(22)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence		11	97	31
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		(5)	12	3
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		(42)	(56)	(77)
Gains et pertes sur écarts de conversion		512	442	(14)
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		(656)	1 905	1 380
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		(328)	699	339
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés		18	41	72
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence		(454)	3 087	1 777
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe des entreprises mises en équivalence		172	266	22
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence		336	(856)	(525)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		18	-	8
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		72	2 497	1 282
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres		30	2 441	1 205
Résultat net et autres éléments du résultat global	3.11	1 980	5 201	2 244
Dont part du Groupe		1 666	4 521	2 009
Dont participations ne donnant pas le contrôle		314	680	235

Les informations au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2014 ont été retraitées suite à l'entrée en vigueur d'IFRIC21. Les impacts sont présentés en note 9.

>> **Bilan Actif**

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	01/01/2014 Retraité
Caisse, banques centrales		28 122	55 036	68 151
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	372 492	405 572	362 882
Instruments dérivés de couverture		24 723	30 423	28 736
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2	292 960	283 376	261 166
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3	366 868	368 209	369 631
Prêts et créances sur la clientèle	5.3	325 942	314 379	303 454
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		13 483	16 740	10 627
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		16 868	15 961	14 660
Actifs d'impôts courants et différés		3 791	3 941	4 613
Compte de régularisation et actifs divers		40 224	51 085	50 097
Actifs non courants destinés à être cédés		811	94	1 762
Participation aux bénéfices différée	5.11	-	-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence		21 993	21 248	20 637
Immeubles de placement	5.8	4 540	4 141	3 570
Immobilisations corporelles	5.9	3 976	3 961	3 897
Immobilisations incorporelles	5.9	1 547	1 544	1 572
Ecart d'acquisition	5.10	13 580	13 334	13 324
TOTAL DE L'ACTIF		1 531 920	1 589 044	1 518 779

Les informations au 1er janvier 2014 et au 31 décembre 2014 ont été retraitées suite à l'entrée en vigueur d'IFRIC21. Les impacts sont présentés en note 9.

>> **Bilan Passif**

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	31/12/2014	01/01/2014
			Retraité	Retraité
Banques centrales		6 007	4 411	2 852
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	270 292	321 254	299 803
Instruments dérivés de couverture		24 616	27 685	31 137
Dettes envers les établissements de crédit	5.6	135 974	141 176	152 340
Dettes envers la clientèle	5.6	491 242	473 984	477 313
Dettes représentées par un titre	5.7	162 724	172 921	160 516
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		12 792	16 338	7 323
Passifs d'impôts courants et différés		3 546	3 114	2 051
Compte de régularisation et passifs divers		42 762	57 286	48 091
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		757	-	1 100
Provisions techniques des contrats d'assurance	5.11	290 435	284 061	255 501
Provisions	5.12	5 062	4 716	4 475
Dettes subordonnées	5.7	28 220	25 937	28 353
Total dettes		1 474 429	1 532 883	1 470 855
Capitaux propres		57 491	56 161	47 924
Capitaux propres - part du Groupe	5.13	51 642	50 107	42 328
Capital et réserves liées		23 542	33 563	30 780
Réserves consolidées		22 300	10 066	7 081
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		4 082	4 134	1 997
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants destinés à être cédés		14	-	(40)
Résultat de l'exercice		1 704	2 344	2 510
Participations ne donnant pas le contrôle		5 849	6 054	5 596
TOTAL DU PASSIF		1 531 920	1 589 044	1 518 779

Les informations au 1er janvier 2014 et au 31 décembre 2014 ont été retraitées suite à l'entrée en vigueur d'IFRIC21. Les impacts sont présentés en note 9.



>> Tableau de variation des capitaux propres

(en millions d'euros)	Part du Groupe											Participations ne donnant pas le contrôle				Capitaux propres consolidés		
	Capital et réserves liées				Gains et pertes comptabilisés directement			Résultat net	Capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement			Capitaux propres					
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Elimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres	Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Capitaux propres au 1er janvier 2014 Publié	7 505	32 986	(160)	-	40 331	2 355	(398)	1 957	-	42 288	5 760	(153)	(13)	(166)	5 595	47 883		
Impacts IFRIC 21 ⁽¹⁾		40				40						40	1			1	41	
Capitaux propres au 1er janvier 2014 Retraité	7 505	33 026	(160)	-	40 371	2 355	(398)	1 957	-	42 328	5 761	(153)	(13)	(166)	5 596	47 924		
Augmentation de capital	224	520		(5)		744						744					744	
Variation des titres auto-détenus				(5)								(5)					(5)	
Emissions d'instruments de capitaux propres ⁽²⁾		(18)			2 890	2 872						2 872					2 872	
Rémunération du 1er semestre 2014 des titres super subordonnés à durée indéterminée ⁽²⁾		(65)				(65)						(65)					(65)	
Dividendes versés au 1er semestre 2014		(879)				(879)						(879)	(249)				(249)	
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales		124				124						124					124	
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽³⁾		(160)				(160)						(160)	(588)				(588)	
Mouvements liés aux paiements en actions	-	3	-	-		3	-					3	-				3	
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	224	(475)	(5)	2 890	2 634							2 634	(837)				(837)	1 797
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	1 213	(55)	1 158	-	1 158	-	39	(3)	36	36	1 194		
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence		(12)				(12)	29	(19)	10		(2)	(1)	1		1		(2)	
Résultat du 1er semestre 2014 ⁽¹⁾										841	841	198					198	
Autres variations		(3)				(3)						(3)	(14)				(14)	
Capitaux propres au 30 juin 2014 Retraité	7 729	32 536	(165)	2 890	42 990	3 597	(472)	3 125	841	46 956	5 107	(113)	(16)	(129)	4 978	51 934		
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-						-					-	
Variation des titres auto-détenus	-	-	12	-	12							12					12	
Emissions d'instruments de capitaux propres ⁽²⁾		(9)			971	962						962	745				745	
Rémunération du 2nd semestre 2014 des titres super subordonnés à durée indéterminée ⁽²⁾		(129)				(129)						(129)					(129)	
Dividendes versés au 2nd semestre 2014	-	-	-	-	-	-						-	(61)				(61)	
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	-	-	-						-					-	
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽³⁾	-	(39)	-	-		(39)						(39)	(70)				(70)	
Mouvements liés aux paiements en actions	-	(2)	-	-		(2)						(2)	-				(2)	
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	(179)	12	971	804							804	614				614	1 418
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	753	(138)	615	-	615	-	226	(7)	219	219	834		
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence	-	(168)	-	-		(168)	228	166	394	-	226	-	8	-	8	8		
Résultat du 2nd semestre 2014 ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-			-	1 503	1 503	218	-	-		218		
Autres variations	-	3	-	-		3	-				3	17	-	-		17		
Capitaux propres au 31 décembre 2014 Retraité	7 729	32 192	(153)	3 861	43 629	4 578	(444)	4 134	2 344	50 107	5 956	121	(23)	98	6 054	56 161		
Affectation du résultat 2014	-	2 344				2 344						(2 344)	-				-	
Capitaux propres au 1er janvier 2015 Retraité	7 729	34 536	(153)	3 861	45 973	4 578	(444)	4 134	-	50 107	5 956	121	(23)	98	6 054	56 161		
Augmentation de capital	187	571	-	-		758						758	-				758	
Variation des titres auto-détenus	-	-	20	-		20						20	-				20	
Emissions d'instruments de capitaux propres ⁽²⁾		(3)	-	-		(3)						(3)	1 000				1 000	
Rémunération du 1er semestre 2015 des titres super subordonnés à durée indéterminée ⁽²⁾		(158)	-	-		(158)						(158)					(158)	
Dividendes versés au 1er semestre 2015	-	(906)	-			(906)						(906)	(229)				(229)	
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	127	-	-		127						127	-				127	
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽³⁾	-	-	-	-		-						(1 283)	-				(1 283)	
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-		-						-	-				-	
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	187	(369)	20	-	(162)							(162)	(512)				(512)	(674)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	(183)	(48)	(231)	-	(231)	-	65	-	65	65	(166)		
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence	-	16	-	-		16	187	6	193	-	209	1	3	-	3	4	213	
Résultat du 1er semestre 2015	-	-	-	-		-				-	1 704	1 704	246	-	-		246	
Autres variations	-	15	-	-		15	-					15	(8)	-		(8)	7	
Capitaux propres au 30 juin 2015	7 916	34 198	(133)	3 861	45 842	4 582	(486)	4 096	1 704	51 642	5 683	189	(23)	166	5 849	57 491		



(1) Les informations au 1^{er} janvier 2014, au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2014 ont été retraitées suite à l'entrée en vigueur d'IFRIC21. Les impacts sont présentés en note 9.

(2) Dans le cadre du renforcement des fonds propres réglementaires du Groupe, Crédit Agricole S.A. a réalisé le 23 janvier 2014, le 8 avril 2014 et le 18 septembre 2014 des émissions d'obligations super subordonnées perpétuelles Additional Tier 1 (en USD, en GBP et en euros) pour 3 485 millions d'euros net de frais d'émission et d'intérêts échus à fin juin 2015.

Crédit Agricole Assurances a réalisé, le 14 octobre 2014 et le 13 janvier 2015, des émissions en euros d'obligations subordonnées perpétuelles Additional Tier 1 respectivement pour 745 millions et 1 milliard d'euros net de frais d'émission et d'intérêts échus. Ces émissions, souscrites par des entités hors groupe, sont comptabilisées en Capitaux propres – Participations ne donnant pas le contrôle.

(3) L'effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle, au 31 décembre 2014, correspond principalement à la liquidation du Trust 2 de CA Preferred Funding pour - 404 millions d'euros, le rachat de 5% d'Amundi Group par Crédit Agricole S.A. pour - 155 millions d'euros et le rachat de 1,5% de Cariparma pour - 72 millions d'euros. En 2015, il correspond à la liquidation du Trust 1 de CA Preferred Funding pour - 1,3 milliard d'euros.

>> Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole S.A. y compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille Actifs financiers disponibles à la vente sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement **des activités abandonnées** sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau de flux de trésorerie.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.



(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
		2 685	3 235	1 353
Résultat avant impôt				
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		326	646	312
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	5.10	-	22	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		11 100	17 950	9 525
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		(714)	(647)	(76)
Résultat net des activités d'investissement		45	149	28
Résultat net des activités de financement		1 983	3 835	1 981
Autres mouvements		(5 373)	(1 351)	(1 895)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		7 367	20 604	9 875
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		(792)	(10 082)	(831)
Flux liés aux opérations avec la clientèle		2 912	(16 573)	(19 160)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		(33 265)	(24 151)	4 705
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(4 330)	9 069	(607)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence ⁽¹⁾		383	364	314
Impôts versés		228	521	849
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		(34 864)	(40 852)	(14 730)
Flux provenant des activités abandonnées		(8)	6	10
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)		(24 820)	(17 007)	(3 492)
Flux liés aux participations ⁽²⁾		(603)	(992)	(414)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(380)	(742)	(351)
Flux provenant des activités abandonnées		-	(113)	(112)
TOTAL Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)		(983)	(1 847)	(877)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires ⁽³⁾		(857)	3 546	2 054
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement ⁽⁴⁾		(3 209)	(2 114)	792
Flux provenant des activités abandonnées		7	(8)	(8)
TOTAL Flux nets de trésorerie liés aux opérations de FINANCEMENT (C)		(4 059)	1 424	2 838
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		3 290	2 765	1 371
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)		(26 572)	(14 665)	(160)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		41 299	55 964	55 962
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		50 619	65 385	65 385
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		(9 320)	(9 421)	(9 423)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		14 727	41 299	55 802
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		22 146	50 619	65 434
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		(7 419)	(9 320)	(9 632)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE		(26 572)	(14 665)	(160)

(*) Composé du solde net des postes Caisse et Banques centrales, hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées.

(**) Composé du solde des postes Comptes ordinaires débiteurs sains et Comptes et prêts au jour le jour sains tels que détaillés en note 5.3 et des postes Comptes ordinaires créditeurs et Comptes et emprunts au jour le jour tels que détaillés en note 5.6 (hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées).

(1) *Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence*

Au 30 juin 2015, ce montant comprend principalement le versement des dividendes des Caisses régionales pour 285 millions d'euros.

(2) *Flux liés aux participations*

Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2.

- L'impact net sur la trésorerie du Groupe des acquisitions et des cessions des titres de participation consolidés (filiales et mises en équivalence) au 30 juin 2015 s'établit à - 48 millions d'euros. Les principales opérations concernent notamment l'acquisition de BAWAG P.S.K Invest pour 97 millions d'euros (montant net de la trésorerie acquise) et les cessions de certificats coopératifs d'associés (CCA) à la Caisse régionale Nord Est pour 39 millions d'euros.

- Sur la même période, l'impact net des acquisitions et des cessions de titres de participations non consolidés sur la trésorerie du Groupe ressort à - 555 millions d'euros. Il concerne principalement les acquisitions/cessions réalisées dans le cadre des investissements des sociétés d'assurances pour - 648 millions d'euros.

(3) *Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires*

Ce poste inclut à hauteur de 1 milliard d'euros l'émission réalisée d'instruments de capitaux propres ainsi que la liquidation d'un compartiment de CA Preferred LLC pour - 1,3 milliard d'euros. En outre, - 532 millions d'euros de dividendes ont été versés par les filiales de Crédit Agricole S.A. aux participations ne donnant pas le contrôle.

(4) *Autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement*

Au 30 juin 2015, les émissions de dettes obligataires s'élèvent à 8 039 millions d'euros et les remboursements à - 11 307 millions d'euros. Les émissions de dettes subordonnées s'élèvent à 4 746 millions d'euros et les remboursements à - 2 600 millions d'euros. Le poste recense également les flux liés aux versements d'intérêts sur les dettes subordonnées et obligataires.

Les informations au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2014 ont été retraitées suite à l'entrée en vigueur d'IFRIC21. Les impacts sont présentés en note 9.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

1. *Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.*

Les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2015 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole S.A. pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2014 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2015 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2015.

Celles-ci portent sur :

Normes, amendements ou interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1 ^{re} application: exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Interprétation IFRIC 21 Taxes	13 juin 2014 (UE n° 634/2014)	1er janvier 2015	Oui
Améliorations des IFRS cycle 2011-2013 : - IFRS 3 Exclusion du champ d'application des formations de partenariats (i.e les co-entreprises déjà exclues et pour la 1 ^{ère} fois les activités conjointes) - IFRS 13 Extension à certains instruments non financiers de l'exception qui permet l'évaluation de la juste valeur sur base nette - IAS 40 Nécessité de jugement pour déterminer si l'acquisition d'un immeuble de placement constitue une acquisition d'actif ou d'un groupe d'actifs (IAS 40) ou un regroupement d'entreprises (IFRS 3)	18 décembre 2014 (UE n° 1361/2014)	1er janvier 2015 1er janvier 2015 1er janvier 2015	Oui Oui Oui

L'interprétation d'IFRIC 21 donne des précisions sur la comptabilisation des droits, taxes et autres prélèvements publics qui relèvent d'IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels (hors amendes et pénalités, et hors impôts sur les sociétés régis par IAS 12). Elle permet notamment de clarifier :

- la date à laquelle ces droits et taxes doivent être enregistrés,
- et si l'enregistrement peut être progressif (également) au cours de l'exercice ou pas.

Au regard de ces clarifications, la mise en œuvre d'IFRIC 21 peut avoir pour effet de changer le fait générateur d'enregistrement de certains droits et taxes (décalage de la date de l'enregistrement d'un exercice à l'autre et/ou fin de l'étalement sur la durée de l'exercice).

L'application d'IFRIC 21 est d'application rétrospective avec retraitement des exercices antérieurs et ajustement des capitaux propres d'ouverture de l'année 2014 en comparatif dans les états financiers.

Les principaux effets chiffrés de ce changement sont présentés en note 9 "Impacts des évolutions comptables et autres événements".

L'application des autres textes n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, amendements ou interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Améliorations des IFRS cycle 2010-2012 : <ul style="list-style-type: none">- IFRS 2 Conditions d'acquisition des droits, de marché, de performance, de service- IFRS 3 Comptabilisation d'un ajustement éventuel du prix- IFRS 8 Regroupement de secteurs opérationnels et réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs- IAS 16 et IAS 38 Réévaluation et ajustement proportionnel de l'amortissement cumulé- IAS 24 Notion de services de direction ("key management personnel services")	17 décembre 2014 (UE n°2015/28)	1 ^{er} février 2015 ⁽¹⁾	Oui
Amendement IAS 19, Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel	17 décembre 2014 (UE n°2015/29)	1 ^{er} février 2015 ⁽¹⁾	Oui

(1) Soit à partir du 1^{er} janvier 2016 dans le Groupe.

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2015.



Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014 du groupe Crédit Agricole S.A. et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du groupe Crédit Agricole S.A. sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les plans de stock-options, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

L'évaluation de la participation aux bénéfices différée, résultant de l'application du principe de la comptabilité reflet, a fait l'objet d'une évolution de modalités d'application au 30 juin 2015. Le taux de participation aux bénéfices différée, auparavant déterminé à partir de données observées historiquement, est désormais évalué de manière prospective sur la base de scénarii étudiés cohérents avec les orientations de gestion de la compagnie, il n'est mis à jour que s'il varie significativement.

2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 11 "Périmètre de consolidation au 30 juin 2015".

2.1 Déclenchement du dispositif des garanties Switch

Le dispositif des garanties Switch, mis en place le 23 décembre 2011 et complété par un avenant signé le 19 décembre 2013, s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole S.A.

Ce dispositif permet de transférer aux Caisses régionales les exigences prudentielles des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances (CAA) dans la limite d'un plafond contractuel.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A. et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi le dispositif protège Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur globale de mise en équivalence globale, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, pourrait restituer les indemnisations préalablement perçues.

Au 30 juin 2015, une baisse de la valeur globale de mise en équivalence des participations couvertes par le dispositif est observée. Elle entraîne le déclenchement du mécanisme de garantie à hauteur de 173 millions d'euros. Cela se traduit, dans les comptes du Groupe Crédit Agricole S.A., par la comptabilisation en résultat d'un produit en coût du risque de 173 millions d'euros, fiscalisé à hauteur de - 66 millions d'euros, et d'une charge inclue dans la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence relative aux Caisses régionales de - 27 millions d'euros (nette d'impôt).

La valeur globale définitive de mise en équivalence des participations couvertes sera connue au troisième trimestre 2015. Dès lors, l'indemnité sera ajustée et perçue par Crédit Agricole S.A. par prélèvement sur le dépôt de garantie des Caisses régionales qui sera aussitôt reconstitué par un versement de fonds.

2.2 Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Les lois et règlements des États-Unis d'Amérique exigent le respect des sanctions économiques mises en place par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) à l'encontre de certains pays étrangers, personnes physiques et entités.

L'OFAC, le Department of Justice (DOJ), le bureau du District Attorney du Comté de New York (DANY) ainsi que d'autres autorités gouvernementales américaines, souhaitent savoir comment certaines institutions financières ont effectué des paiements libellés en dollars américains impliquant des pays, personnes physiques ou entités faisant l'objet de programmes américains de sanctions.

Crédit Agricole S.A. et le groupe Crédit Agricole CIB ont conduit une revue interne des paiements libellés en dollars américains impliquant des pays, personnes physiques ou entités qui pourraient être visés par ces sanctions et coopèrent avec les autorités américaines dans le cadre de leurs démarches.

Les conclusions de cette revue sont partagées avec les autorités américaines, à l'occasion de réunions au cours desquelles la banque présente ses arguments.

Les discussions avec les autorités américaines se sont poursuivies au second trimestre 2015 et sont désormais très avancées. Ces discussions sont toujours en cours et devraient conduire à une résolution globale de ce dossier dans le courant de l'automne 2015. Dans ce contexte, un complément de provision d'un montant de 350 millions d'euros a été enregistré dans les états financiers du Groupe.

2.3 Litige "Échanges Images Chèques"

Par décision du 20 septembre 2010, onze banques françaises, parmi lesquelles le groupe Crédit Agricole S.A., avaient été condamnées par l'Autorité de la Concurrence pour entente illicite sur les commissions applicables au traitement des Chèques. La charge comptabilisée au titre de cette amende s'élevait à 103 millions d'euros, dont 21 millions d'euros pour LCL et 82 millions d'euros pour le Groupe Crédit Agricole - répartie à parts égales entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A.

Le 23 février 2012, la Cour d'Appel de Paris a invalidé la décision de l'Autorité de la Concurrence du 20 septembre 2010, estimant que celle-ci n'avait pas démontré l'entente. Cette décision étant exécutoire, Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et LCL ont été remboursés de l'amende payée.

L'Autorité de la Concurrence a déposé le vendredi 23 mars 2012 un pourvoi en cassation contre cet arrêt de la Cour d'Appel de Paris. Le pourvoi en cassation n'étant pas suspensif, les amendes préalablement versées par les établissements de crédit en 2010 ont été remboursées le 11 avril 2012 et le Groupe a décidé de ne pas provisionner de risque en cohérence avec l'appréciation du risque juridique et la décision des autres banques parties au litige.

La décision de la Cour d'appel de Paris ayant été cassée par la Cour de Cassation le 14 avril 2015 pour un motif de procédure et l'affaire ayant été renvoyée devant la même Cour d'appel, le Groupe a décidé de saisir la juridiction de renvoi et de ne procéder à aucune constitution de provision.

2.4 Opérations de structure de la période

• Acquisition de Bawag P.S.K. Invest

Le Groupe Amundi a acquis le 9 février 2015, auprès de la banque autrichienne Bawag P.S.K., 100% de la société de gestion d'actifs BAWAG P.S.K. Invest. Cette société gère un encours d'environ 5 milliards d'euros via 78 fonds destinés aux particuliers et aux investisseurs institutionnels.

Amundi et Bawag P.S.K. ont également signé un accord de distribution de long terme: Amundi continuera à développer les activités de Bawag P.S.K. Invest en Autriche en s'appuyant sur la franchise existante ; de son côté, Bawag P.S.K. distribuera les produits Amundi en Autriche via son réseau d'agences et ses canaux digitaux.

Cet accord de distribution, valorisé et enregistré en Actifs incorporels, fait l'objet d'un amortissement sur dix ans. L'écart d'acquisition lié à cette opération s'élève à 78 millions d'euros et est intégré à l'écart d'acquisition de l'UGT Gestion de l'Epargne et Assurances – Gestion d'actifs.

• Projet de cession de Crédit Agricole Albanie

Crédit Agricole Albanie est détenue par IUB Holding, filiale à 100% de Crédit Agricole S.A.. Au 30 juin 2015, un processus de cession est engagé et des négociations sont en cours avec des acquéreurs potentiels.

En application d'IFRS 5, les actifs et les passifs de Crédit Agricole Albanie sont reclassés au 30 juin 2015 au bilan en Actifs non courants destinés à être cédés pour 159 millions d'euros et en Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés pour 163 millions d'euros et le résultat net en Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession pour - 16 millions d'euros. L'impact au compte de résultat intègre le résultat opérationnel de la période et la perte estimée sur cette opération.

• Projet de cession de Crédit Agricole Life

Un contrat de cession de la compagnie d'assurance vie Crédit Agricole Life, située en Grèce et filiale à 100% de Crédit Agricole Assurances, a été signé le 12 juin 2015.

En application d'IFRS 5, les actifs et les passifs de CA Life sont reclassés au 30 juin 2015 au bilan en Actifs non courants destinés à être cédés pour 502 millions d'euros et en Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés pour 463 millions d'euros et le résultat net en Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession pour un montant négligeable.

La plus-value de cession sera matérialisée en consolidation à la signature définitive, après obtention des autorisations des organismes de tutelle grecs.

- **Projet de cession CA Securities Taiwan**

Le 31 juillet 2013, Crédit Agricole CIB s'est désengagé des activités de courtage avec notamment la cession du groupe CLSA BV à Citics International.

La loi taiwanaise interdisant toute détention supérieure à 30% d'une société taiwanaise par des intérêts chinois (République Populaire de Chine), les activités de CLSA à Taiwan ont été filialisées et revendues à Crédit Agricole Securities Asia BV.

Dans le contrat de cession, Crédit Agricole Securities Asia BV s'est engagé à maintenir l'activité de courtage à Taiwan pendant une période de 2 ans. La signature d'un contrat de cession des titres avec une nouvelle contrepartie a eu lieu au cours du deuxième trimestre 2015. Cette cession est en cours de validation par les autorités locales.

Les critères d'application de la norme IFRS 5 étant vérifiés, l'entité est comptabilisée en activité abandonnée. La cession sera réalisée à la valeur de l'actif net comptable. Il n'y a donc pas d'impact comptable dans les comptes du premier semestre 2015.

2.5 Mise en œuvre d'IFRIC 21

Les précisions sur la comptabilisation des droits, taxes et autres prélèvements publics données dans l'interprétation d'IFRIC 21 sont décrites dans la note 1 "Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés".

Cette interprétation de la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels" porte principalement sur le fait générateur et donc sur la date de comptabilisation d'un passif au titre d'une taxe (hors impôts visés dans IAS 12 "Impôts sur le résultat"). L'application d'IFRIC 21 étant rétrospective, les informations publiées au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2014 ont été retraitées en conséquence ; les principaux effets chiffrés de ce changement sont présentés dans la note 9.

3. Notes relatives au compte de résultat et au résultat global

3.1 Produits et Charges d'intérêts

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Sur opérations avec les établissements de crédit	537	967	527
Sur opérations internes au Crédit Agricole	2 001	4 670	2 387
Sur opérations avec la clientèle	5 582	11 456	5 795
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	3 204	6 736	3 499
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	304	601	301
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	1 017	1 642	758
Sur opérations de location-financement	364	788	393
Autres intérêts et produits assimilés	14	19	8
Produits d'intérêts⁽¹⁾	13 023	26 879	13 668
Sur opérations avec les établissements de crédit	(394)	(793)	(400)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	(776)	(1 684)	(879)
Sur opérations avec la clientèle	(2 691)	(5 692)	(2 994)
Sur dettes représentées par un titre	(2 181)	(4 302)	(2 224)
Sur dettes subordonnées	(717)	(1 378)	(688)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(524)	(1 502)	(605)
Sur opérations de location-financement	(85)	(178)	(89)
Autres intérêts et charges assimilées	-	(3)	-
Charges d'intérêts	(7 368)	(15 532)	(7 879)

(1) Dont 67 millions d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2015 contre 87 millions d'euros au 30 juin 2014 et 159 millions d'euros au 31 décembre 2014.

3.2 Commissions nettes

(en millions d'euros)	30/06/2015			31/12/2014 Retraité			30/06/2014 Retraité		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	85	(19)	66	311	(169)	142	84	(27)	57
Sur opérations internes au Crédit Agricole	441	(481)	(40)	652	(974)	(322)	362	(534)	(172)
Sur opérations avec la clientèle	1 012	(84)	928	1 860	(197)	1 663	873	(94)	779
Sur opérations sur titres	36	(37)	(1)	58	(96)	(38)	27	(40)	(13)
Sur opérations de change	21	(18)	3	31	(14)	17	14	(6)	8
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	159	(96)	63	268	(137)	131	146	(87)	59
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	1 039	(1 597)	(558)	2 017	(2 817)	(800)	998	(1 395)	(397)
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 477	(418)	1 059	2 754	(741)	2 013	1 322	(337)	985
Produits nets des commissions	4 270	(2 750)	1 520	7 951	(5 145)	2 806	3 826	(2 520)	1 306

3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Dividendes reçus	350	564	342
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	459	1 344	779
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option ⁽¹⁾	2 597	4 225	2 269
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	81	(255)	(98)
Résultat de la comptabilité de couverture	(20)	54	33
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 467	5 932	3 325

(1) La contribution de l'activité Assurance à la variation de ce poste comprend principalement l'impact négatif de la hausse des taux sur la valorisation des actifs obligataires pour environ - 2 milliards d'euros, compensée partiellement par la hausse des revenus et des plus-values nettes de cession et par la variation de valeur des actifs sur contrats en unités de compte du fait de l'évolution des marchés financiers. Un mouvement opposé est enregistré sur la variation des provisions techniques de ces contrats dans les "produits nets des autres activités".

L'impact du spread émetteur en produit net bancaire est un produit de 149 millions d'euros au 30 juin 2015 contre une charge de 99 millions d'euros au 30 juin 2014 et une charge de 47 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2015		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	3 588	(3 576)	12
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	2 139	(1 319)	820
	1 449	(2 257)	(808)
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	8 801	(8 816)	(15)
Variations de juste valeur des éléments couverts	4 568	(4 240)	328
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	4 233	(4 576)	(343)
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	5	(22)	(17)
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	5	(22)	(17)
Total Résultat de la comptabilité de couverture	12 394	(12 414)	(20)
31/12/2014 Retraité			
(en millions d'euros)	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	6 048	(6 045)	3
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	2 367	(3 531)	(1 164)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	3 681	(2 514)	1 167
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	29 872	(29 880)	(8)
Variations de juste valeur des éléments couverts	13 596	(16 279)	(2 683)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	16 276	(13 601)	2 675
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	72	(13)	59
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	72	(13)	59
Total Résultat de la comptabilité de couverture	35 992	(35 938)	54



(en millions d'euros)	30/06/2014		
	Profits	Pertes	Retraité
Couvertures de juste valeur	3 942	(3 940)	2
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	1 951	(1 834)	117
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	1 991	(2 106)	(115)
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	16 249	(16 257)	(8)
Variations de juste valeur des éléments couverts	7 197	(9 075)	(1 878)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	9 052	(7 182)	1 870
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	52	(13)	39
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	52	(13)	39
Total Résultat de la comptabilité de couverture	20 243	(20 210)	33

3.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2014
		Retraité	Retraité
Dividendes reçus	581	848	583
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	1 259	2 105	1 178
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	(72)	(133)	(30)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	2	(10)	3
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	1 770	2 810	1 734

(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8 "Coût du risque".

3.5 Produits et charges nets des autres activités

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	(4)	(8)	(4)
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	-	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurance ⁽¹⁾	5 264	10 258	4 688
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance ⁽²⁾	(8 896)	(17 691)	(9 074)
Produits nets des immeubles de placement	73	109	72
Autres produits (charges) nets	138	286	137
Produits (charges) des autres activités	(3 425)	(7 046)	(4 181)

(1) La hausse de 576 millions d'euros des Autres produits de l'activité d'assurance résulte de l'augmentation de la collecte nette, qui concerne principalement les contrats d'épargne en unités de comptes.

(2) La baisse de la dotation aux provisions techniques des contrats d'assurance de 178 millions d'euros est majoritairement due à la baisse de la dotation aux provisions mathématiques sur les contrats d'épargne (dont - 1 122 millions d'euros liés aux contrats en unités de comptes et + 1 492 millions d'euros liés aux contrats en euros) ainsi qu'à la diminution de la participation aux bénéfices (y compris différée) de 192 millions d'euros en lien avec le contexte de hausse modérée des taux sur le premier semestre 2015.

3.6 Charges générales d'exploitation

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Charges de personnel	(3 273)	(6 335)	(3 162)
Impôts et taxes	(459)	(505)	(344)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(1 888)	(3 617)	(1 769)
Charges générales d'exploitation	(5 620)	(10 457)	(5 275)

DÉTAIL DES CHARGES DE PERSONNEL

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	31/06/2015 Retraité
Salaires et traitements ⁽¹⁾	(2 234)	(4 261)	(2 079)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(194)	(361)	(182)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(20)	(79)	(75)
Autres charges sociales	(533)	(1 047)	(527)
Intéressement et participation	(114)	(229)	(114)
Impôts et taxes sur rémunération	(178)	(358)	(185)
Total Charges de personnel	(3 273)	(6 335)	(3 162)

(1) Au titre de la rémunération variable différée versée aux professionnels des marchés, le groupe Crédit Agricole S.A. a comptabilisé une charge relative aux paiements à base d'actions de 26 millions d'euros au 1er semestre 2015 contre une charge de 53 millions d'euros au 31 décembre 2014 et une charge de 27 millions d'euros au 1er semestre 2014.

3.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Dotations aux amortissements	(309)	(628)	(304)
Immobilisations corporelles	(175)	(362)	(177)
Immobilisations incorporelles	(134)	(266)	(127)
Dotations (reprises) aux dépréciations	(10)	(3)	(1)
Immobilisations corporelles	-	(2)	-
Immobilisations incorporelles	(10)	(1)	(1)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(319)	(631)	(305)

3.8 Coût du risque

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Dotations aux provisions et aux dépréciations	(2 327)	(3 992)	(2 036)
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	(150)	(231)	-
Prêts et créances	(1 595)	(3 400)	(1 932)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-
Autres actifs	(43)	(21)	(8)
Engagements par signature	(74)	(130)	(37)
Risques et charges	(465)	(210)	(59)
Reprises de provisions et de dépréciations	1 092	1 884	905
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	18	266	15
Prêts et créances	739	1 420	723
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-
Autres actifs	3	6	9
Engagements par signature	89	36	46
Risques et charges	243	156	112
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	(1 235)	(2 108)	(1 131)
Plus ou moins-values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés	(17)	(34)	(14)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(80)	(240)	(77)
Récupérations sur prêts et créances amortis	135	257	156
Décotes sur crédits restructurés	(19)	(35)	(26)
Pertes sur engagements par signature	-	-	-
Autres pertes	138	(44)	(32)
Autres produits	-	-	-
Coût du risque	(1 078)	(2 204)	(1 124)

Un complément de provision d'un montant de 350 millions d'euros a été enregistré au 30 juin 2015 (cf. note 2.2 Office of Foreign Assets Control).

3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	(3)	42	6
Plus-values de cession	4	50	9
Moins-values de cession	(7)	(8)	(3)
Titres de capitaux propres consolidés	(6)	11	2
Plus-values de cession	1	19	5
Moins-values de cession	(7)	(8)	(3)
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement	10	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	53	8

3.10 Impôts

Compte tenu de la consolidation des Caisses régionales selon la méthode de mise en équivalence¹ et de leur appartenance au périmètre d'intégration fiscale du groupe Crédit Agricole S.A., le taux effectif d'impôt du Groupe ne reflète pas le poids total de l'impôt sur les sociétés supporté par Crédit Agricole.

Le taux effectif d'impôt au 30 juin 2015, calculé sur un résultat avant impôt corrigé de la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence et des variations de valeur des écarts d'acquisition, ressort à 36,4 % contre 29,1 % au 30 juin 2014 et 18,01 % au 31 décembre 2014. Cette évolution est principalement liée :

- à la nouvelle taxe "Fonds de Résolution Unique" non déductible et entièrement imputable sur le premier trimestre 2015 et au changement de traitement fiscal de la taxe systémique désormais non déductible et entièrement imputable sur le premier trimestre 2015,
- à des dotations aux provisions pour risques juridiques non déductibles.

¹ A l'exception de la Caisse régionale de la Corse qui est consolidée en intégration globale.

3.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion	512	442	(14)
Ecart de réévaluation de la période	-	-	-
Transferts en résultat	-	-	-
Autres reclassifications	512	442	(14)
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	(656)	1 905	1 380
Ecart de réévaluation de la période	(455)	2 357	1 756
Transferts en résultat	(151)	(753)	(648)
Autres reclassifications	(50)	301	272
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(328)	699	339
Ecart de réévaluation de la période	(250)	630	326
Transferts en résultat	2	5	4
Autres reclassifications	(80)	64	9
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	18	41	72
Ecart de réévaluation de la période	-	-	-
Transferts en résultat	-	-	-
Autres reclassifications	18	41	72
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	172	266	22
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	336	(856)	(525)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	18	-	8
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	72	2 497	1 282
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	(59)	(300)	(89)
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	11	135	(22)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	11	97	31
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(5)	12	3
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(42)	(56)	(77)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	30	2 441	1 205
Dont part du Groupe	(38)	2 177	1 168
Dont participations ne donnant pas le contrôle	68	264	37



DÉTAIL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES ET EFFETS D'IMPÔT

(en millions d'euros)	31/12/2014 Retraité				Variation				30/06/2015			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
					Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion	(27)	-	(27)	(65)	512	-	512	429	485	-	485	364
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	4 844	(1 346)	3 498	3 440	(656)	245	(411)	(397)	4 188	(1 101)	3 087	3 043
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	1 249	(409)	840	823	(328)	95	(233)	(229)	921	(314)	607	594
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-	-	18	(4)	14	14	18	(4)	14	14
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	6 066	(1 755)	4 311	4 198	(454)	336	(118)	(183)	5 612	(1 419)	4 193	4 015
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	453	(68)	385	380	172	18	190	187	625	(50)	575	567
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	6 519	(1 823)	4 696	4 578	(282)	354	72	4	6 237	(1 469)	4 768	4 582
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	(590)	183	(407)	(386)	(59)	11	(48)	(48)	(649)	194	(455)	(434)
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(590)	183	(407)	(386)	(59)	11	(48)	(48)	(649)	194	(455)	(434)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(80)	22	(58)	(58)	11	(5)	6	6	(69)	17	(52)	(52)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(670)	205	(465)	(444)	(48)	6	(42)	(42)	(718)	211	(507)	(486)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5 849	(1 618)	4 231	4 134	(330)	360	30	(38)	5 519	(1 258)	4 261	4 096



(en millions d'euros)	01/01/2014 Retraité				Variation				30/06/2014 Retraité			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion	(469)	-	(469)	(289)	(14)	-	(14)	(17)	(483)	-	(483)	(306)
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	2 966	(723)	2 243	2 220	1 380	(402)	978	953	4 346	(1 125)	3 221	3 173
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	550	(183)	367	360	339	(115)	224	219	889	(298)	591	579
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	(41)	(2)	(43)	(39)	72	(8)	64	58	31	(10)	21	19
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	3 006	(908)	2 098	2 252	1 777	(525)	1 252	1 213	4 783	(1 433)	3 350	3 465
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	160	(59)	101	102	22	8	30	29	182	(51)	131	131
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	3 166	(967)	2 199	2 354	1 799	(517)	1 282	1 242	4 965	(1 484)	3 481	3 597
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	(290)	86	(204)	(192)	(89)	31	(58)	(55)	(380)	117	(263)	(247)
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(290)	86	(204)	(192)	(89)	31	(58)	(55)	(380)	117	(263)	(247)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(215)	10	(205)	(205)	(22)	3	(19)	(19)	(237)	13	(224)	(224)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(505)	96	(409)	(397)	(111)	34	(77)	(74)	(617)	130	(487)	(472)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2 661	(871)	1 790	1 957	1 688	(483)	1 205	1 168	4 348	(1 354)	2 994	3 125



4. **Informations sectorielles**

DÉFINITION DES SECTEURS OPÉRATIONNELS

En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le *reporting* interne utilisé par le Comité exécutif pour le pilotage de Crédit Agricole S.A., l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Les secteurs opérationnels présentés dans le *reporting* interne correspondent aux métiers du Groupe.

Au sein de Crédit Agricole S.A., les activités sont organisées en sept secteurs opérationnels :

- **les six pôles métiers suivants :**

- Banque de proximité en France – Caisses régionales,
 - Banque de proximité en France – LCL,
 - Banque de proximité à l'international,
 - Gestion de l'épargne et Assurances,
 - Services financiers spécialisés,
 - Banque de financement et d'investissement ;
-
- auxquels s'ajoute un pôle "Activités hors métiers".

PRÉSENTATION DES PÔLES MÉTIERS

1. **Banque de proximité en France – Caisses régionales**

Ce pôle métier recouvre les Caisses régionales et leurs filiales.

Les Caisses régionales représentent la banque des particuliers, des agriculteurs, des professionnels, des entreprises et des collectivités locales, à fort ancrage local.

Les Caisses régionales de Crédit Agricole commercialisent toute la gamme de produits et services bancaires et financiers : supports d'épargne (monétaires, obligataires, titres) ; placements d'assurance-vie ; distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, aux entreprises, aux professionnels et à l'agriculture ; offre de moyens de paiement ; services à la personne ; services parabancaires ; gestion de patrimoine. Les Caisses régionales distribuent également une gamme très large de produits d'assurance dommages et de prévoyance.

2. Banque de proximité en France – LCL

Réseau national de banque de proximité, à forte implantation urbaine, organisé autour de quatre métiers : la banque de proximité pour les particuliers, la banque de proximité pour les professionnels, la banque privée et la banque des entreprises.

L'offre bancaire englobe toute la gamme des produits et services bancaires, les produits de gestion d'actifs et d'assurance et la gestion de patrimoine.

La Banque Française Commercial des Antilles Guyane (BFC-AG), filiale LCL depuis 2005 et comptabilisée jusqu'à présent dans le pôle AHM, a intégré le réseau LCL le 11 mai dernier avec effet rétroactif au 1er janvier.

3. Banque de proximité à l'international

Ce pôle métier comprend les filiales et les participations étrangères - dont l'activité relève majoritairement de la banque de proximité.

Ces filiales et participations sont principalement implantées en Europe : en Italie avec le groupe Cariparma, en Pologne avec Crédit Agricole Polska, ainsi qu'en Ukraine et en Serbie.

Par ailleurs des filiales sont aussi implantées sur le pourtour de la Méditerranée avec Crédit du Maroc et Crédit Agricole Egypt.

Enfin, ce pôle comprend aussi des banques de très petites tailles. À noter que Crelan S.A. en Belgique (cédée le 18 juin 2015) est classé en Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession, en application d'IFRS 5.

Les filiales étrangères de crédit à la consommation, de crédit-bail et d'affacturage (filiales de Crédit Agricole Consumer Finance, de Crédit Agricole Leasing & Factoring et EFL en Pologne, etc.) ne sont toutefois pas incluses dans ce pôle mais sont affectées au pôle "Services financiers spécialisés".

4. Gestion de l'épargne et Assurances

Cette ligne métier comprend :

- les activités de gestion d'actifs exercées par le groupe Amundi, offrant des solutions d'épargne pour les particuliers et des solutions d'investissement pour les institutionnels ;
- les services financiers aux institutionnels : Caceis Bank pour la fonction conservation et Caceis Fund Administration pour la fonction administration de fonds ;
- les activités d'assurance-vie et d'assurance de personnes, exercées par Predica ;
- les activités d'assurance de biens et de responsabilité, exercées par Pacifica ;

- les activités d'assurance non-vie, exercées par la Médicale de France, ainsi que par CA Vita en Italie ;
- les activités d'assurance aux emprunteurs, exercées par Crédit Agricole Creditor Insurance ;
- ainsi que les activités de banque privée exercées principalement par CA Indosuez Private Banking et par des filiales de Crédit Agricole CIB (Crédit Agricole Suisse, Crédit Agricole Luxembourg, Crédit Foncier de Monaco, etc.).

5. Services financiers spécialisés

Cette ligne métier rassemble les entités du Groupe offrant des produits et services financiers aux particuliers, aux professionnels, aux entreprises et aux collectivités locales en France et à l'étranger. Il s'agit :

- de sociétés de crédit à la consommation autour de Crédit Agricole Consumer Finance en France et au travers de ses filiales ou de ses partenariats à l'étranger (Agos S.p.A, Forso, Credit-Plus, Ribank, Credibom, Interbank Group et FCA Bank S.p.A) ;
- des services financiers spécialisés aux entreprises, tels que l'affacturage et le crédit-bail (groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, EFL).

6. Banque de financement et d'investissement

La Banque de financement et d'investissement se décompose en deux métiers principaux pour l'essentiel réalisés par Crédit Agricole CIB :

- la banque de financement comprend les métiers de banque commerciale en France et à l'international et de financements structurés : financements de projets, financements aéronautiques, financements maritimes, financements d'acquisition, financements immobiliers, commerce international ;
- la banque de marchés et d'investissement réunit les activités de marchés de capitaux (trésorerie, change, dérivés de taux et marché de la dette) et celles de banque d'investissement (conseil en fusions et acquisitions et primaire actions) ;

7. Activités hors métiers

Ce pôle comprend principalement la fonction d'organe central de Crédit Agricole S.A., la gestion Actif-Passif et la gestion des dettes liées aux acquisitions de filiales ou de participations financières.

Il comprend également le résultat des activités de capital-investissement et de diverses autres sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. (Uni-éditions, Foncaris, etc.).



Ce pôle comprend également les résultats des sociétés de moyens, des sociétés immobilières d'exploitation portant des immeubles affectés à plusieurs pôles et des activités en réorganisation.

La Banque Française Commerciale des Antilles Guyane (BFC-AG), filiale LCL depuis 2005 et comptabilisée jusqu'à présent dans le pôle AHM, a intégré le réseau LCL le 11 mai dernier avec effet rétroactif au 1er janvier.

Il intègre enfin les effets nets de l'intégration fiscale de Crédit Agricole S.A. ainsi que la réévaluation des dettes structurées émises par Crédit Agricole CIB.

4.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

(en millions d'euros)	30/06/2015						Total
	Banque de proximité en France		Banque de Proximité à l'international	Gestion de l'épargne et Assurances	Services financiers spécialisés	Banque de financement et d'investissement	
	Caisse régionales	LCL					
Produit net bancaire		1 866	1 337	2 873	1 311	2 514	(914) 8 987
Charges d'exploitation		(1 302)	(748)	(1 428)	(686)	(1 286)	(489) (5 939)
Résultat brut d'exploitation		564	589	1 445	625	1 228	(1 403) 3 048
Coût du risque		(64)	(298)	(22)	(388)	(465)	159 (1 078)
Résultat d'exploitation		500	291	1 423	237	763	(1 244) 1 970
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	593	-	3	12	88	19	(1) 714
Gains ou pertes nets sur autres actifs		(1)	-	7	-	1	(6) 1
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	593	499	294	1 442	325	783	(1 251) 2 685
Impôts sur les bénéfices		(185)	(103)	(508)	(90)	(372)	541 (717)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées		-	(17)	1	(1)	(1)	- (18)
Résultat net	593	314	174	935	234	410	(710) 1 950
Participations ne donnant pas le contrôle		16	56	76	41	8	49 246
Résultat net part du Groupe	593	298	118	859	193	402	(759) 1 704

(1) Le spread émetteur Crédit Agricole CIB est classé en Activités hors métiers pour + 149 millions d'euros en Produit net bancaire, - 51 millions d'euros d'Impôt sur les bénéfices, + 98 millions d'euros en Résultat net dont + 3 millions d'euros de Participations ne donnant pas le contrôle.



Les informations présentées ci-dessous ont été retraitées des effets de changement de méthode de comptabilisation des droits et des taxes suite à IFRIC 21.

(en millions d'euros)	31/12/2014 Retraité						Total	
	Banque de proximité en France		Banque de proximité à l'international	Gestion de l'épargne et Assurances	Services financiers spécialisés	Banque de financement et d'investissement		
	Caisse régionales	LCL						
Produit net bancaire	3 677	2 646	5 109	2 639	3 816	(2 038)	15 849	
Charges d'exploitation	(2 533)	(1 469)	(2 558)	(1 351)	(2 292)	(885)	(11 088)	
Résultat brut d'exploitation	1 144	1 177	2 551	1 288	1 524	(2 923)	4 761	
Coût du risque	(183)	(749)	(63)	(1 044)	(252)	87	(2 204)	
Résultat d'exploitation	961	428	2 488	244	1 272	(2 836)	2 557	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	1 026	-	(717)	17	136	161	647	
Gains ou pertes nets sur autres actifs		(1)	(2)	50	-	4	53	
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-	(22)	-	-	(22)	
Résultat avant impôt	1 026	960	(291)	2 533	380	1 437	(2 810)	
Impôts sur les bénéfices		(347)	(140)	(835)	(36)	(385)	(470)	
Gains ou pertes nets des activités arrêtées		-	14	-	(22)	3	(5)	
Résultat net	1 026	613	(417)	1 698	322	1 055	(1 537)	
Participations ne donnant pas le contrôle		30	83	146	43	23	91	
Résultat net part du Groupe	1 026	583	(500)	1 552	279	1 032	(1 628)	
							2 344	

(1) Le spread émetteur Crédit Agricole CIB est classé en Activités hors métiers pour - 47 millions d'euros en Produit net bancaire, + 16 millions d'euros d'Impôt sur les bénéfices, - 31 millions d'euros en Résultat net dont - 1 millions d'euros de Participations ne donnant pas le contrôle.

(en millions d'euros)	30/06/2014 Retraité						Total	
	Banque de proximité en France		Banque de proximité à l'international	Gestion de l'épargne et Assurances	Services financiers spécialisés	Banque de financement et d'investissement		
	Caisse régionales	LCL						
Produit net bancaire	1 891	1 360	2 581	1 364	1 913	(1 136)	7 973	
Charges d'exploitation	(1 283)	(741)	(1 313)	(681)	(1 132)	(430)	(5 580)	
Résultat brut d'exploitation	608	619	1 268	683	781	(1 566)	2 393	
Coût du risque	(125)	(400)	(45)	(543)	(105)	94	(1 124)	
Résultat d'exploitation	483	219	1 223	140	676	(1 472)	1 269	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	600		(719)	8	68	86	76	
Gains ou pertes nets sur autres actifs			(2)	6		(1)	8	
Variations de valeur des écarts d'acquisition							-	
Résultat avant impôt	600	483	(502)	1 237	208	761	(1 434)	
Impôts sur les bénéfices		(175)	(66)	(417)	(42)	(204)	584	
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			14		(9)	1	6	
Résultat net	600	308	(554)	820	157	558	(850)	
Participations ne donnant pas le contrôle		15	37	68	10	12	56	
Résultat net part du Groupe	600	293	(591)	752	147	546	(906)	
							841	

(1) Le spread émetteur Crédit Agricole CIB est classé en Activités hors métiers pour - 99 millions d'euros en Produit net bancaire, + 34 millions d'euros d'Impôt sur les bénéfices, - 65 millions d'euros en Résultat net dont - 2 millions d'euros de Participations ne donnant pas le contrôle.

4.2 Spécificités de l'assurance

MARGE BRUTE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Primes émises	15 941	29 377	15 009
Variation des primes non acquises	(452)	(77)	(394)
Primes acquises	15 489	29 300	14 615
Autres produits d'exploitation	204	78	7
Produits des placements	4 200	8 165	4 002
Charges des placements	(752)	(628)	(202)
Plus ou moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	1 106	1 311	835
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	2 235	4 364	2 603
Variation des dépréciations sur placements	(67)	(228)	(21)
Produits des placements nets de charges	6 722	12 984	7 217
Charges de prestations des contrats⁽¹⁾	(19 128)	(36 559)	(19 086)
Produits des cessions en réassurance	185	480	298
Charges des cessions en réassurance	(253)	(522)	(283)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	(68)	(42)	15
Frais d'acquisition des contrats	(1 055)	(1 973)	(990)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	(1)	(2)	(1)
Frais d'administration	(689)	(1 316)	(641)
Autres produits et charges opérationnels courants	(373)	(546)	(191)
Autres produits et charges opérationnels	-	-	-
Résultat opérationnel	1 101	1 924	946
Charge de financement	(218)	(376)	(145)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-	-	-
Impôts sur les résultats	(321)	(507)	(271)
Résultat après impôt des activités discontinues	1		
Résultat net de l'ensemble consolidé	563	1 041	530
Participations ne donnant pas le contrôle	2	4	1
Résultat net part du Groupe	561	1 037	529

(1) Dont - 10 milliards d'euros de coût des rachats et des sinistres au 30 juin 2015 (- 19 milliards d'euros au 31 décembre 2014), - 2 milliards d'euros de variation de la participation aux bénéfices des assurés au 30 juin 2015 (- 1 milliard d'euros au 31 décembre 2014) et - 7 milliards d'euros de variation des provisions techniques au 30 juin 2015 (- 17 milliards d'euros au 31 décembre 2014).



VENTILATION DES PLACEMENTS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

	30/06/2015			31/12/2014 Retraité		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
(en millions d'euros)						
Effets publics et valeurs assimilées	21 775	1 955	(261)	17 995	2 313	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	147 707	15 096	(1 653)	146 404	18 860	(1 590)
Actions et autres titres à revenu variable	19 838	2 875	(194)	19 249	2 476	(303)
Titres de participation non consolidés	7 334	1 709	(38)	5 445	948	(20)
Total des actifs financiers disponibles à la vente	196 654	21 636	(2 145)	189 093	24 597	(1 913)
Impôts	(6 524)	(7 279)	755	(7 661)	(8 326)	665
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'impôt) comptabilisés directement en capitaux propres	190 130	14 356	(1 390)	181 432	16 271	(1 248)

	30/06/2015		31/12/2014 Retraité	
	Valeur au bilan	Valeur de marché	Valeur au bilan	Valeur de marché
(en millions d'euros)				
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 988	3 879	3 039	3 977
Effets publics et valeurs assimilées	11 197	12 975	11 105	13 380
Dépréciations	-	-	-	-
Total des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	14 186	16 854	14 144	17 357
Prêts et créances	7 289	5 672	5 355	5 343
Immeubles de placement	4 469	6 619	4 084	6 158

	Valeur au Bilan		31/12/2014 Retraité	
	30/06/2015		30/06/2015	
(en millions d'euros)				
Total actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option	89 913		86 057	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	39 845		36 592	
Titres reçus en pension livrée	-		-	
Effets publics et valeurs assimilées	9 408		13 971	
Obligations et autres titres à revenu fixe	23 351		20 913	
Actions et autres titres à revenu variable	15 630		12 874	
Instruments dérivés	1 679		1 707	

	Valeur au Bilan		31/12/2014 Retraité	
	30/06/2015		30/06/2015	
(en millions d'euros)				
Total des placements assurance	312 511		298 734	

4.3 Banque de proximité en France – Réseau des Caisses régionales

ACTIVITÉ ET CONTRIBUTION DES CAISSES RÉGIONALES ET DE LEURS FILIALES

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Produit net bancaire	6 985	13 550	6 998
Charges de fonctionnement	(3 939)	(7 620)	(3 889)
Résultat brut d'exploitation	3 046	5 930	3 109
Coût du risque	(562)	(704)	(507)
Résultat d'exploitation	2 484	5 226	2 602
Autres éléments du résultat	(2)	(2)	1
Charge d'impôt	(909)	(1 899)	(925)
Résultat net corrigé cumulé des Caisses régionales	1 573	3 325	1 678
Résultat net corrigé cumulé des filiales de Caisses régionales	64	95	63
Résultat net cumulé (100%)	1 637	3 420	1 741
Résultat net cumulé en contribution avant retraitements (~25%)	421	878	448
Complément dans la quote-part de résultat des Caisses régionales ⁽¹⁾	172	160	160
Résultat de dilution / relation sur variation de capital	-	(12)	(7)
Autres retraitements et éliminations de consolidation	-	-	(1)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	593	1 026	600

(1) Ecart entre les dividendes réellement versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. et les dividendes calculés au pourcentage de détention des Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

5. Notes relatives au bilan

À compter du 30 Juin 2015, les titres classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature sont comptabilisés en date de règlement-livraison, conformément aux pratiques de marché généralement appliquées. Ce changement de présentation réduit la taille du bilan consolidé mais n'a aucun impact ni sur le compte de résultat ni sur la situation nette consolidée.

Sans ce changement de date de comptabilisation, le total bilan aurait été supérieur d'environ 7 milliards d'euros au 30 juin 2015.

5.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

ÉMISSIONS STRUCTURÉES DE CRÉDIT AGRICOLE CIB

Conformément à la norme IFRS 13, le Groupe valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le *spread émetteur* que les intervenants spécialisés acceptent de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

L'évolution du *spread émetteur* sur les émissions structurées émises par Crédit Agricole CIB, évaluées sur la base de la dernière grille d'émission en vigueur en fin de période, a généré :

- au 30 juin 2015 : un produit de 149 millions d'euros en Produit net bancaire et un profit de 98 millions d'euros en Résultat net ;
- au 31 décembre 2014 : une charge de - 47 millions d'euros en Produit net bancaire et une perte de - 31 millions d'euros en Résultat net ;

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	279 495	316 050
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	92 997	89 522
Valeur au bilan	372 492	405 572
<i>Dont Titres prêtés</i>	173	225



ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Instruments de capitaux propres		
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	4 379	5 167
Titres de dettes		
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	24 467	35 126
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	7 556	8 362
Prêts et avances		
<i>Créances sur la clientèle</i>	429	261
<i>Créances sur les établissements de crédit</i>	-	-
<i>Titres reçus en pension livrée</i>	82 328	84 694
<i>Valeurs reçues en pension</i>	-	-
Instruments dérivés	160 336	182 440
Valeur au bilan	279 495	316 050

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Instruments de capitaux propres		
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	16 748	13 918
Titres de dettes		
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	74 770	73 792
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	39 845	36 592
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	9 408	13 971
Prêts et avances		
<i>Créances sur les établissements de crédit</i>	25 517	23 229
<i>Créances sur la clientèle</i>	1 479	1 812
<i>Titres reçus en pension livrée</i>	1 388	1 613
<i>Valeurs reçues en pension</i>	91	199
Valeur au bilan	92 997	89 522

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	237 815	290 180
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	32 477	31 074
Valeur au bilan	270 292	321 254



PASSIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Titres vendus à découvert	31 714	34 876
Titres donnés en pension livrée	48 009	74 442
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Instruments dérivés	158 092	180 862
Valeur au bilan	237 815	290 180

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité		
	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance
Dépôts et passifs subordonnés				
Dépôts d'établissements de crédit	6 168	-	3 814	-
Autres dépôts	6 168	-	3 814	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-
Titres de dette	26 309	(245)	27 260	(419)
Autres passifs financiers	-	-	-	-
Total Passifs financiers à la juste valeur	32 477	(245)	31 074	(419)

5.2 Actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30/06/2015			31/12/2014 Retraité		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	73 238	2 744	(481)	67 608	3 174	(251)
Obligations et autres titres à revenu fixe	189 911	15 641	(1 759)	188 342	19 506	(1 697)
Actions et autres titres à revenu variable	20 129	3 013	(250)	19 518	2 590	(359)
Titres de participation non consolidés	9 682	2 830	(556)	7 908	2 066	(522)
Total des titres disponibles à la vente	292 960	24 228	(3 046)	283 376	27 336	(2 829)
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Total des créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente⁽¹⁾	292 960	24 228	(3 046)	283 376	27 336	(2 829)
Impôts		(7 815)	869		(8 895)	797
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (net d'impôt)⁽²⁾		16 413	(2 177)		18 441	(2 032)

(1) La valeur nette au bilan des titres disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés est de 157 millions d'euros (177 millions d'euros au 31 décembre 2014 retraité) et la valeur nette au bilan des titres disponibles à la vente à revenu variable dépréciés est de 3 209 millions d'euros (2 792 millions d'euros au 31 décembre 2014 retraité).

(2) Au 30 juin 2015, le montant des plus-values nettes latentes de 14 236 millions d'euros (plus-values nettes latentes de 16 409 millions d'euros au 31 décembre 2014 retraité) est compensé par la participation aux bénéfices différée passive nette d'impôt de 11 123 millions d'euros des sociétés d'assurance du Groupe (la participation aux bénéfices différée passive nette d'impôt de 12 885 millions d'euros au 31 décembre 2014 retraité) ; le solde de 3 113 millions d'euros correspond au montant de plus-values nettes latentes enregistrées au 30 juin 2015 en capitaux propres recyclables (plus-value nette latente de 3 524 millions d'euros au 31 décembre 2014 retraité).

5.3 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Etablissements de crédit		
Titres de dettes	11 027	10 488
Titres non cotés sur un marché actif	11 027	10 488
Prêts et avances	89 029	92 827
Comptes et prêts	64 945	60 049
<i>dont comptes ordinaires débiteurs sains</i>	10 440	7 427
<i>dont comptes et prêts au jour le jour sains</i>	3 143	2 761
Valeurs reçues en pension	47	56
Titres reçus en pension livrée	23 613	32 293
Prêts subordonnés	342	344
Autres prêts et créances	82	85
Valeur brute	100 056	103 315
Dépréciations	(467)	(430)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	99 589	102 885
Opérations internes au Crédit Agricole		
Titres de dettes	-	-
Titres non cotés sur un marché actif	-	-
Prêts et avances	267 279	265 324
Comptes ordinaires	123	1 132
Comptes et avances à terme	267 156	264 192
Prêts subordonnés	-	-
Valeur brute	267 279	265 324
Dépréciations	-	-
Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole	267 279	265 324
Valeur au bilan	366 868	368 209



PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes	12 496	11 811
Titres non cotés sur un marché actif	12 496	11 811
Prêts et avances	310 589	299 358
Créances commerciales	20 392	21 114
Autres concours à la clientèle	270 862	261 064
Titres reçus en pension livrée	3 308	2 392
Prêts subordonnés	128	128
Créances nées d'opérations d'assurance directe	704	711
Créances nées d'opérations de réassurance	353	302
Avances en comptes courants d'associés	131	137
Comptes ordinaires débiteurs	14 711	13 510
Valeur brute	323 085	311 169
Dépréciations	(10 975)	(10 735)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	312 110	300 434
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	6 146	6 237
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	7 970	7 998
Valeur brute	14 116	14 235
Dépréciations	(284)	(290)
Valeur nette des opérations de location-financement	13 832	13 945
Valeur au bilan	325 942	314 379

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

(en millions d'euros)	30/06/2015				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle		Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives
					Total
Administration générale	4 555	45	21	32	4 502
Banques centrales	7 571	-	-	-	7 571
Etablissements de crédit	92 484	515	467	-	92 017
Grandes entreprises	195 465	9 122	4 699	1 837	188 929
Clientèle de détail	137 182	6 799	3 840	830	132 512
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle⁽¹⁾	437 257	16 481	9 027	2 699	425 531

(1) dont encours restructurés pour 12 158 millions d'euros.



	31/12/2014 Retraité				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en millions d'euros)</i>					
Administration générale	5 152	34	17	-	5 135
Banques centrales	13 000	-	-	-	13 000
Etablissements de crédit	90 315	498	430	-	89 885
Grandes entreprises	187 718	9 212	4 724	1 787	181 207
Clientèle de détail	132 534	6 578	3 631	866	128 037
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle⁽¹⁾	428 719	16 322	8 802	2 653	417 264

(1) dont encours restructurés pour 11 075 millions d'euros.

5.4 Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

	31/12/2014 Retraité	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Autres mouvements	30/06/2015
<i>(en millions d'euros)</i>								
Créances sur les établissements de crédit	430	-	3	4	30	-	-	467
Créances sur la clientèle	10 735	-	1 591	(1 489)	181	(36)	(7)	10 975
<i>dont dépréciations collectives</i>	2 653	-	148	(177)	84	-	(9)	2 699
Opérations de location-financement	290	-	96	(107)	-	-	5	284
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 573	5	222	(201)	14	-	8	1 621
Autres actifs financiers	109	-	47	(25)	(1)	(4)	1	127
Total Dépréciations des actifs financiers	13 137	5	1 959	(1 818)	224	(40)	7	13 474

	01/01/2014 Retraité	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Autres mouvements	31/12/2014 Retraité
<i>(en millions d'euros)</i>								
Créances sur les établissements de crédit	407	-	11	(27)	39	-	-	430
Créances sur la clientèle	10 661	(1)	3 497	(3 626)	202	-	2	10 735
<i>dont dépréciations collectives</i>	2 640	-	311	(363)	100	(1)	(34)	2 653
Opérations de location-financement	581	-	143	(365)	-	(151)	82	290
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 885	(13)	366	(680)	15	-	-	1 573
Autres actifs financiers	119	-	28	(42)	4	-	-	109
Total Dépréciations des actifs financiers	13 653	(14)	4 045	(4 740)	260	(151)	84	13 137



5.5 Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions significatives du Groupe au risque souverain sont les suivantes :

ACTIVITÉ BANCAIRE

30/06/2015 (en millions d'euros)	Expositions nettes de dépréciations							
	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances				
Allemagne	321	1 189	25	-	-	1 535	(6)	1 529
Belgique	-	2 599	2	-	-	2 601	(134)	2 467
Brésil	-	56	-	53	6	115	-	115
Espagne	-	2 280	-	150	-	2 430	(26)	2 404
Etats-Unis	-	157	-	-	569	726	(7)	719
France	2 361	28 310	25	802	-	31 498	(1 487)	30 011
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	15	15	-	15
Italie	-	6 025	1	107	-	6 133	(283)	5 850
Japon	-	3 603	2	440	-	4 045	-	4 045
Maroc	-	521	-	-	42	563	-	563
Portugal	-	566	-	1	20	587	(10)	577
Russie	-	-	-	-	4	4	-	4
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-
Yémen	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	2 682	45 306	55	1 553	656	50 252	(1 953)	48 299

31/12/2014 Retraité (en millions d'euros)	Expositions nettes de dépréciations							
	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances				
Allemagne	205	1 292	28	-	-	1 525	(9)	1 516
Belgique	-	2 877	-	-	917	3 794	(170)	3 624
Brésil	-	87	-	58	11	156	-	156
Espagne	-	2 383	-	150	-	2 533	(12)	2 521
Etats-Unis	-	142	-	-	2 632	2 774	(4)	2 770
France	1 612	28 702	20	830	338	31 502	(1 712)	29 790
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	50	50	-	50
Italie	-	6 112	-	112	253	6 477	(348)	6 129
Japon	-	1 675	-	406	22	2 103	-	2 103
Maroc	-	193	-	-	38	231	-	231
Portugal	-	-	-	1	35	36	-	36
Russie	-	4	-	-	7	11	-	11
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-
Yémen	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1 817	43 467	48	1 557	4 303	51 192	(2 255)	48 937

ACTIVITÉ D'ASSURANCE

Pour l'activité assurance, l'exposition à la dette souveraine est présentée en valeur nette de dépréciation, brute de couverture et correspond à une exposition avant application des mécanismes propres à l'assurance vie de partage entre assureurs et assurés.

(en millions d'euros)	Expositions brutes	
	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Allemagne	259	261
Belgique	864	866
Brésil	-	-
Espagne	785	835
Etats-Unis	9	19
France	29 015	29 878
Grèce	-	-
Irlande	609	632
Italie	6 348	6 136
Japon	-	-
Maroc	-	-
Portugal	3	4
Russie	-	-
Ukraine	-	-
Yémen	-	-
Total Exposition	37 892	38 631



DETTES SOUVERAINES – ACTIVITÉ BANCAIRE

Variations entre le 31 décembre 2014 et le 30 juin 2015

Variations des expositions brutes de couverture (en millions d'euros)	Solde au 31/12/2014 Retraité	Variation de juste valeur	Recyclage des réserves AFS	Créances rattachées	Tombées d'échéance	Cessions nettes de reprises de provisions	Acquisitions / Augmentations	Solde au 30/06/2015
Espagne	-							-
France	1 612	(6)	-	19	-	-	736	2 361
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 612	(6)	-	19	-	-	736	2 361
Espagne	2 383	(26)	-	13	(499)	(259)	668	2 280
France	28 702	18	-	59	(1 971)	(2 846)	4 348	28 310
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	6 112	(103)	-	18	-	(1 221)	1 219	6 025
Portugal	-	(5)	-	6	-	-	565	566
Actifs financiers disponibles à la vente	37 197	(116)	-	96	(2 470)	(4 326)	6 800	37 181
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-
France	20	-	-	-	-	-	5	25
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	1	1
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs à la juste valeur par résultat	20	-	-	-	-	-	6	26
Espagne	150	-	-	-	-	-	-	150
France	830	-	-	-	(25)	(32)	29	802
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	112	-	-	-	-	(5)	-	107
Portugal	1	-	-	-	-	-	-	1
Prêts et créances	1 093	-	-	-	(25)	(37)	29	1 060
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-
France	338	-	-	-	-	(338)	-	-
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	50	-	-	-	-	(35)	-	15
Italie	253	-	-	-	-	(253)	-	-
Portugal	35	-	-	-	-	(15)	-	20
Portefeuille de négociation (hors dérivés)	676	-	-	-	-	(641)	-	35
Total activité Banque	40 598	(122)	-	115	(2 495)	(5 004)	7 571	40 663



Variations entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2014

Variations des expositions brutes de couverture (en millions d'euros)	Solde au 01/01/2014 Retraité	Variation de juste valeur	Recyclage des réserves AFS	Créances rattachées	Tombées d'échéance	Cessions nettes de reprises de provisions	Acquisitions / Augmentations	Solde au 31/12/2014 Retraité
Espagne	-							-
France	319	(9)	-	6	-	-	1 296	1 612
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	319	(9)	-	6	-	-	1 296	1 612
Espagne	-			17	-	-	2 366	2 383
France	36 514	(108)	-	(29)	(1 404)	(8 913)	2 642	28 702
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	91	-	-	(1)	-	(90)	-	-
Italie	4 880	367	-	95	-	(1 130)	1 900	6 112
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	41 485	259	-	82	(1 404)	(10 133)	6 908	37 197
Espagne	13	-	-	-	-	(13)	-	-
France	93	-	-	-	-	(93)	20	20
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	7	-	-	-	-	(7)	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs à la juste valeur par résultat	113	-	-	-	-	(113)	20	20
Espagne	-	-	-	-	-	-	150	150
France	784	-	-	29	(96)	(167)	280	830
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	154	-	-	-	(33)	(9)	-	112
Portugal	1	-	-	-	-	-	-	1
Prêts et créances	939	-	-	29	(129)	(176)	430	1 093
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-
France	797	-	-	-	-	(459)	-	338
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	50	50
Italie	-	-	-	-	-	-	253	253
Portugal	-	-	-	-	-	-	35	35
Portefeuille de négociation (hors dérivés)	797	-	-	-	-	(459)	338	676
Total activité Banque	43 653	250	-	117	(1 533)	(10 881)	8 992	40 598



DETTES SOUVERAINES – ACTIVITÉ D'ASSURANCE

Variations entre le 31 décembre 2014 et le 30 juin 2015

Variations des expositions brutes de couverture (en millions d'euros)	Solde au 31/12/2014 Retraité	Variation de juste valeur	Recyclage des réserves AFS	Créances rattachées	Tombées d'échéance	Cessions nettes de reprises de provisions	Acquisitions / Augmentations	Solde au 30/06/2015
Espagne	835	(61)	-	5	-	(1)	7	785
France	29 878	(727)	(2)	72	(2)	(4 641)	4 437	29 015
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	632	(11)	-	(12)	-	-	-	609
Italie	6 136	(21)	(1)	(11)	(20)	(67)	332	6 348
Portugal	4	(1)	-	-	-	-	-	3
Total activité Assurance	37 485	(821)	(3)	54	(22)	(4 709)	4 776	36 760

Variations entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2014

Variations des expositions brutes de couverture (en millions d'euros)	Solde au 01/01/2014 Retraité	Variation de juste valeur	Recyclage des réserves AFS	Créances rattachées	Tombées d'échéance	Cessions nettes de reprises de provisions	Acquisitions / Augmentations	Solde au 31/12/2014 Retraité
Espagne	592	231	-	-	-	(2)	14	835
France	21 229	3 330	(109)	(24)	(7)	(8 519)	13 978	29 878
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	576	57	-	-	-	(1)	-	632
Italie	4 920	602	(26)	(1)	(25)	(722)	1 388	6 136
Portugal	954	171	(55)	(9)	-	(1 070)	13	4
Total activité Assurance	28 271	4 391	(190)	(34)	(32)	(10 314)	15 393	37 485



5.6 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	65 202	63 903
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	10 853	10 531
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>	4 010	5 350
Valeurs données en pension	99	-
Titres donnés en pension livrée	30 140	35 604
TOTAL	95 441	99 507
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créateurs	6 329	4 789
Comptes et avances à terme	34 204	36 880
TOTAL	40 533	41 669
Valeur au bilan	135 974	141 176

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Comptes ordinaires créditeurs	135 999	124 826
Comptes d'épargne à régime spécial	248 427	242 345
Autres dettes envers la clientèle	98 692	95 456
Titres donnés en pension livrée	6 222	9 600
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	818	739
Dettes nées d'opérations de réassurance	362	339
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	722	679
Valeur au bilan	491 242	473 984



5.7 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	191	190
Titres du marché interbancaire	18 277	18 735
Titres de créances négociables	61 567	69 032
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	78 652	80 938
Autres dettes représentées par un titre	4 037	4 026
Valeur au bilan	162 724	172 921
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée ⁽²⁾	20 577	18 043
Dettes subordonnées à durée indéterminée ⁽³⁾	7 370	7 626
Dépôt de garantie à caractère mutuel	151	147
Titres et emprunts participatifs	122	121
Valeur au bilan	28 220	25 937

(1) Ce poste comprend les émissions de type "Covered Bonds".

(2) Ce poste comprend les émissions de titres subordonnés remboursables "TSR".

(3) Ce poste comprend les émissions de titres super-subordonnés "TSS" et de titres subordonnés à durée indéterminée "TSDI".

Au 30 juin 2015, l'encours des titres super subordonnés est de 4 882 millions d'euros contre 4 642 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Les titres de dettes émis par Crédit Agricole S.A. et souscrits par les sociétés d'assurance du groupe Crédit Agricole S.A. sont éliminés pour les contrats en euros. Ils sont éliminés pour la partie en représentation des contrats en unités de compte dont le risque financier est supporté par l'assuré.



5.8 Immeubles de placement

	31/12/2014 Retraité	Variations de périmètre	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2015
(en millions d'euros)								
Valeur brute	4 214	-	-	313	(257)	-	351	4 621
Amortissements et dépréciations	(73)	-	-	(1)	4	-	(11)	(81)
Valeur au bilan⁽¹⁾	4 141	-	-	312	(253)	-	340	4 540

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

	01/01/2014 Retraité	Variations de périmètre	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2014 Retraité
(en millions d'euros)								
Valeur brute	3 637	-	-	919	(336)	-	(6)	4 214
Amortissements et dépréciations	(67)	-	-	(3)	2	-	(5)	(73)
Valeur au bilan⁽¹⁾	3 570	-	-	916	(334)	-	(11)	4 141

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût amorti, établie "à dire d'expert", s'élève à 6 762 millions d'euros au 30 juin 2015 contre 6 282 millions d'euros au 31 décembre 2014.

JUSTE VALEUR DES IMMEUBLES DE PLACEMENT

	Valeur de marché estimée au 30/06/2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(en millions d'euros)				
Immeubles de placement non évalués à la Juste valeur au bilan				
Immeubles de placement	6 762	-	6 733	29
Total Immeubles de placement dont la juste valeur est indiquée	6 762	-	6 733	29

	Valeur de marché estimée au 31/12/2014 Retraité	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(en millions d'euros)				
Immeubles de placement non évalués à la Juste valeur au bilan				
Immeubles de placement	6 282	1	6 251	30
Total Immeubles de placement dont la juste valeur est indiquée	6 282	1	6 251	30



5.9 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

	31/12/2014 Retraité	Variations de périmètre	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Augmentations (acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2015
(en millions d'euros)								
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	7 846	(37)	(11)	231	(175)	71	52	7 977
Amortissements et dépréciations ⁽¹⁾	(3 885)	1	8	(180)	128	(37)	(36)	(4 001)
Valeur au bilan	3 961	(36)	(3)	51	(47)	34	16	3 976
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	4 916	26	(9)	157	(18)	11	7	5 090
Amortissements et dépréciations	(3 372)	1	6	(158)	11	(9)	(22)	(3 543)
Valeur au bilan	1 544	27	(3)	(1)	(7)	2	(15)	1 547

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

	01/01/2014 Retraité	Variations de périmètre	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Augmentations (acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2014 Retraité
(en millions d'euros)								
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	7 536	-	-	486	(361)	14	171	7 846
Amortissements et dépréciations ⁽¹⁾	(3 639)	-	-	(376)	239	(16)	(93)	(3 885)
Valeur au bilan	3 897	-	-	110	(122)	(2)	78	3 961
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	4 620	-	-	343	(53)	8	(2)	4 916
Amortissements et dépréciations	(3 048)	-	-	(306)	33	(8)	(43)	(3 372)
Valeur au bilan	1 572	-	-	37	(20)	-	(45)	1 544

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

5.10 Écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	31.12.2014 Retraité BRUT	31.12.2014 Retraité NET	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	30.06.2015 BRUT	30.06.2015 NET
Banque de proximité en France	5 263	5 263	-	-	-	-	5 263	5 263
- dont Groupe LCL	5 263	5 263					5 263	5 263
Banque de proximité à l'international	3 391	2 018	-	-	-	(54)	3 326	1 964
- dont Italie	2 872	1 660	-	-	-	-	2 872	1 660
- dont Pologne	265	265	-	-	-	(41)	224	224
- dont Ukraine	68	-	-	-	-	-	55	-
- dont autres pays	186	93	-	-	-	(13)	175	80
Gestion de l'épargne et Assurances	4 579	4 555	78	-	-	222	4 881	4 855
- dont gestion d'actifs	2 073	2 073	78	-	-	6	2 156	2 157
- dont services aux institutionnels	655	655	-	-	-	-	655	655
- dont assurances	1 214	1 214	-	-	-	-	1 214	1 214
- dont banque privée internationale	637	613	-	-	-	216	855	829
Services Financiers Spécialisés	2 735	1 022	-	-	-	-	2 735	1 022
- dont crédit à la consommation	1 714	953	-	-	-	-	1 714	953
- dont crédit à la consommation - Agos	569	-	-	-	-	-	569	-
- dont crédit à la consommation - Partenariats automobiles	-	-	-	-	-	-	-	-
- dont factoring	452	69	-	-	-	-	452	69
Banque de financement et d'investissement	1 701	476	-	-	-	-	1 701	476
Activités hors métiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	17 669	13 334	78	-	-	168	17 906	13 580
Part du Groupe	17 250	13 091	61			162	17 464	13 314
Participations ne donnant pas le contrôle	419	243	17			6	442	266

Dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels au 30 juin 2015, conformément aux principes du Groupe, compte tenu de l'absence d'indices objectifs de perte de valeur, les écarts d'acquisition n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation.



5.11 Provisions techniques des contrats d'assurance

VENTILATION DES PROVISIONS TECHNIQUES D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	30/06/2015				
	Vie	Non vie	International	Emprunteur	Total
Contrats d'assurance	144 913	3 643	12 682	1 509	162 747
Contrats d'investissement avec PB discrétionnaire	94 866	-	10 163	-	105 029
Contrats d'investissement sans PB discrétionnaire	2 431	-	1 053	-	3 484
Participation aux bénéfices différée passive	18 495	-	680	-	19 175
Autres provisions techniques	-	-	-	-	-
Total des provisions techniques ventilées	260 705	3 643	24 578	1 509	290 435
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	(766)	(217)	(50)	(302)	(1 335)
Provisions techniques nettes	259 939	3 426	24 528	1 207	289 100

(en millions d'euros)	31/12/2014 Retraité				
	Vie	Non vie	International	Emprunteur	Total
Contrats d'assurance	142 896	3 134	11 901	1 495	159 426
Contrats d'investissement avec PB discrétionnaire	90 133	-	9 294	-	99 427
Contrats d'investissement sans PB discrétionnaire	2 334	-	748	-	3 082
Participation aux bénéfices différée passive	21 483	-	643	-	22 126
Autres provisions techniques	-	-	-	-	-
Total des provisions techniques ventilées	256 846	3 134	22 586	1 495	284 061
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	(740)	(205)	(49)	(311)	(1 305)
Provisions techniques nettes	256 106	2 929	22 537	1 184	282 756

La part des réassureurs dans les provisions techniques et les autres passifs d'assurance est comptabilisée dans les Comptes de régularisation.

La participation aux bénéfices différée, avant impôt, au 30 juin 2015 et au 31 décembre 2014 s'analyse ainsi (cf Note 5.2 Actifs financiers disponibles à la vente) :

Participation aux bénéfices différée	30/06/2015 PBD passive	31/12/2014 Retraité PBD passive
Participation différée sur revalorisation des titres disponibles à la vente et sur dérivés de couverture	17 760	20 562
<i>Dont participation différée sur revalorisation des titres disponibles à la vente</i>	16 964	19 633
<i>Dont participation différée sur dérivés de couverture</i>	796	929
Participation différée sur revalorisation des titres de trading	185	494
Autres participations différées (annulation provision pour risque d'éligibilité)	1 230	1 070
Total	19 175	22 126



5.12 Provisions

	31/12/2014 Retraité	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Autres mouvements	30/06/2015
(en millions d'euros)									
Risques sur les produits épargne logement	410	-	37	-	(10)	-	-	-	437
Risques d'exécution des engagements par signature	238	-	74	-	(89)	(6)	-	-	217
Risques opérationnels	68	-	8	(5)	(7)	-	-	2	66
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 801	1	60	(94)	(9)	36	-	33	1 828
Litiges divers	1 240	-	424	(32)	(44)	41	-	(1)	1 628
Participations	10	-	3	(3)	(1)	-	-	-	9
Restructurations	22	-	1	(1)	(1)	-	-	-	21
Autres risques	927	1	175	(12)	(252)	1	-	16	856
Total	4 716	2	782	(147)	(413)	72	-	50	5 062

Au 30 juin 2015, les engagements sociaux (retraites) et assimilés comprennent 176 millions d'euros de provisions au titre des coûts sociaux des plans d'adaptation et la provision pour restructurations comprend les coûts non sociaux de ces plans.

	01/01/2014 Retraité	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Autres mouvements	31/12/2014 Retraité
(en millions d'euros)									
Risques sur les produits épargne logement	333	-	77	-	-	-	-	-	410
Risques d'exécution des engagements par signature	299	-	130	(168)	(36)	3	-	10	238
Risques opérationnels	65	-	28	(8)	(17)	-	-	-	68
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 566	-	184	(207)	(52)	11	(2)	301	1 801
Litiges divers	1 193	1	224	(111)	(115)	46	-	2	1 240
Participations	8	-	1	-	-	-	-	1	10
Restructurations	30	-	6	(11)	(2)	1	-	(2)	22
Autres risques	981	-	218	(73)	(156)	1	11	(55)	927
Total	4 475	1	868	(578)	(378)	62	9	257	4 716

Au 31 décembre 2014, les engagements sociaux (retraites) et assimilés comprennent 212 millions d'euros de provisions au titre des coûts sociaux des plans d'adaptation et la provision pour restructurations comprend les coûts non sociaux de ces plans.



PROVISION ÉPARGNE LOGEMENT

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement sur la phase d'épargne

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Plans d'épargne logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	29 117	22 698
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	24 802	25 046
Ancienneté de plus de 10 ans	27 093	28 846
Total plans d'épargne logement	81 012	76 590
Total comptes épargne logement	11 724	11 895
Total Encours collectés au titre des contrats épargne logement	92 736	88 485

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte, hors prime de l'État, sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2015 pour les données au 30 juin 2015 et à fin novembre 2014 pour les données au 31 décembre 2014.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Plans d'épargne logement	19	24
Comptes épargne logement	122	147
Total Encours de crédit en vie octroyés au titre des contrats épargne logement	141	171

Provision au titre des comptes et plans d'épargne logement

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Plans d'épargne logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	24	12
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	9	10
Ancienneté de plus de 10 ans	404	388
Total plans d'épargne logement	437	410
Total comptes épargne logement	-	-
Total Provision au titre des contrats épargne logement	437	410

(en millions d'euros)	31/12/2014 Retraité	Dotations	Reprises	Autres mouvements	30/06/2015
Plans d'épargne logement	410	27			437
Comptes épargne logement	-				-
Total Provision au titre des contrats épargne logement	410	27			437

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

Les plans et les comptes épargne logement collectés par les Caisses régionales figurent à 100% au passif des comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A.

L'encours de crédits des plans et comptes épargne logement est affecté pour moitié au groupe Crédit Agricole S.A. et pour moitié aux Caisses régionales dans les tableaux ci-dessus.

Les montants comptabilisés en provisions sont représentatifs de la part du risque supporté par Crédit Agricole S.A. et LCL. Le risque porté par les Caisses régionales est comptabilisé via leur consolidation par mise en équivalence.

En conséquence, le rapport entre la provision constituée et les encours figurant au bilan du groupe Crédit Agricole S.A. n'est pas représentatif du niveau de provisionnement du risque épargne logement.

5.13 Capitaux propres

COMPOSITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2015

Au 30 juin 2015, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres au 30/06/2015	% du capital	% des droits de vote
S.A.S. Rue La Boétie	1 496 459 967	56,71%	56,77%
Actions en autodétention	2 662 269	0,10%	
Salariés (FCPE)	98 575 082	3,74%	3,74%
Public	1 041 046 559	39,45%	39,49%
TOTAL	2 638 743 877	100,00%	100,00%

Le capital social de Crédit Agricole S.A. s'élève à 7 916 231 631 euros composé de 2 638 743 877 actions ordinaires de 3 euros chacune de valeur nominale et entièrement libérées.

La SAS Rue La Boétie est détenue en totalité par les Caisses régionales. Du fait de la structure capitaliste du Groupe et de la rupture de chaîne de contrôle qui en résulte, la participation des Caisses régionales dans la SAS Rue La Boétie est maintenue dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. pour sa quote-part.

Les actions en autodétention le sont dans le cadre du programme de rachat de Crédit Agricole S.A. en couverture des options attribuées et au sein d'un contrat de liquidité.

Concernant le titre Crédit Agricole S.A., un contrat de liquidité a été signé le 25 octobre 2006 avec Crédit Agricole Cheuvreux S.A., racheté par Kepler, devenu Kepler Cheuvreux en 2013. Ce contrat est reconduit chaque année par tacite reconduction. Afin que l'opérateur puisse réaliser les opérations prévues au contrat, en toute indépendance, le contrat est doté d'un montant de 50 millions d'euros.



A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

ACTIONS DE PRÉFÉRENCE

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission (en millions de dollars)	Montant de l'émission (en millions d'euros)	30/06/2015 (en millions d'euros)	31/12/2014 Retraité (en millions d'euros)
CA Preferred Funding LLC	Janvier 2003	1 500			1 235
CA Preferred Funding LLC	Décembre 2003		550	550	550
		1 500	550	550	1 785

TITRES SUPER SUBORDONNÉS À DURÉE INDÉTERMINÉE

Les principales émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée classées en capitaux propres - part du Groupe sont :

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31 décembre 2014	Rachats partiels et remboursements	Montant en devises au 30 juin 2015	Montant en euros au cours d'origine	Rémunération de la période
					(en millions d'unités)	
23/01/2014	USD	1 750	-	1 750	1 283	(62)
08/04/2014	GBP	500	-	500	607	(26)
08/04/2014	EUR	1 000	-	1 000	1 000	(33)
18/09/2014	USD	1 250	-	1 250	971	(37)
TOTAL					3 861	(158)

Les mouvements relatifs aux titres super subordonnés à durée indéterminée sont :

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Rémunération versée comptabilisée en dividendes	(158)	(194)	(65)
Evolutions des nominaux	-	3 681	2 890
Economie d'impôts relative à la rémunération à verser aux porteurs de titres ⁽¹⁾	66	74	26
Frais d'émission nets d'impôt	-	(24)	(18)
Autres	-	-	-

(1) Impôt comptabilisé en résultat



RÉSULTAT PAR ACTION

	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	30/06/2014 Retraité
Résultat net part du Groupe de la période (<i>en millions d'euros</i>)	1 704	2 344	841
Résultat net attribuable aux titres subordonnés et super subordonnés	(161)	(221)	(83)
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	1 543	2 123	758
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	2 583 167 887	2 540 105 087	2 508 475 228
Coefficient d'ajustement	1,000	1,000	1,000
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	2 583 167 887	2 540 105 087	2 508 475 228
Résultat de base par action (<i>en euros</i>)	0,597	0,836	0,302
Résultat de base par action des activités poursuivies (<i>en euros</i>)	0,604	0,839	0,300
Résultat de base par action des activités abandonnées (<i>en euros</i>)	(0,007)	(0,003)	0,002
Résultat dilué par action (<i>en euros</i>)	0,597	0,836	0,302
Résultat dilué par action des activités poursuivies (<i>en euros</i>)	0,604	0,839	0,300
Résultat dilué par action des activités abandonnées (<i>en euros</i>)	(0,007)	(0,003)	0,002

Le calcul intègre les frais d'émission et les intérêts échus des émissions obligataires subordonnées et super subordonnées Additional Tier 1.

Compte tenu de l'évolution du cours moyen de l'action Crédit Agricole S.A., l'ensemble des plans d'options d'achat d'actions Crédit Agricole S.A. sont non dilutifs. En l'absence d'émission dilutive par Crédit Agricole S.A., le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action.

DIVIDENDES PAYES AU COURS DE L'EXERCICE

Au titre de l'exercice 2014, le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. dans sa séance du 17 février 2015, a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires du 20 mai 2015 le paiement d'un dividende par action de 0,35 euro, correspondant à un taux de distribution d'au maximum 43% (hors autocontrôle) du Résultat net attribuable aux actionnaires, établi sur base consolidée, augmenté d'une prime de 10% pour les titres répondant aux conditions d'éligibilité du dividende majoré à la date de mise en paiement.

(<i>en euros</i>)	2014	2013	2012	2011	2010
Dividende ordinaire	0,35	0,35	-	-	0,45
Dividende majoré	0,385	0,385	-	-	-

Une option a été offerte à chaque actionnaire entre le paiement du dividende en numéraire ou en action(s) nouvelle(s) de Crédit Agricole S.A. Cette option a porté sur 100% du dividende unitaire, sur la base d'un prix des actions nouvelles égal à 90% de la moyenne des cours cotés des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision de l'Assemblée générale, diminué du montant net du dividende. Cette décote de 10% correspond à la décote maximale autorisée par l'article L.232-19 du Code de commerce en matière de paiement de dividende en action.

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres et s'élèvent à 906 millions d'euros. Le paiement s'est effectué pour 759 millions d'euros en actions Crédit Agricole S.A. (soit l'émission de 62 378 103 actions) et 147 millions d'euros en numéraire.



6. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités arrêtées ou en cours de cession.

ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Engagements donnés		
Engagements de financement	166 090	140 928
. Engagements en faveur des établissements de crédit	38 159	25 076
. Engagements en faveur de la clientèle	127 931	115 852
Ouverture de crédits confirmés	105 271	98 622
- Ouverture de crédits documentaires	4 095	5 276
- Autres ouvertures de crédits confirmés	101 176	93 346
Autres engagements en faveur de la clientèle	22 660	17 230
Engagements de garantie	80 134	80 627
. Engagements d'ordre des établissements de crédit	8 381	8 644
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	1 945	2 137
Autres garanties	6 436	6 507
. Engagements d'ordre de la clientèle	71 753	71 983
Cautions immobilières	1 925	2 447
Autres garanties d'ordre de la clientèle	69 828	69 536
Engagements reçus		
Engagements de financement	70 602	71 882
. Engagements reçus des établissements de crédit	64 098	65 048
. Engagements reçus de la clientèle	6 504	6 834
Engagements de garantie	263 507	249 226
. Engagements reçus des établissements de crédit ⁽¹⁾	82 085	77 561
. Engagements reçus de la clientèle	181 422	171 665
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	19 388	18 840
Autres garanties reçues	162 034	152 825

(1) Dont 23,9 milliards d'euros relatifs aux garanties Switch mises en place le 2 janvier 2014, en amendement des garanties précédentes octroyées le 23 décembre 2011 pour 14,7 milliards d'euros.



INSTRUMENTS FINANCIERS REMIS ET REÇUS EN GARANTIE

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014 Retraité
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (SFEF, Banque de France, CRH...)	176 979	148 645
Titres prêtés	5 460	5 056
Dépôts de garantie sur opérations de marché	21 196	20 547
Autres dépôts de garantie	-	
Titres et valeurs donnés en pension	84 474	119 646
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	288 109	293 894
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	23	2
Titres et valeurs reçus en pension	257 049	275 227
Titres vendus à découvert	31 693	34 875
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	288 765	310 104

GARANTIES DÉTENUES

Les garanties détenues et actifs reçus en garantie par le groupe Crédit Agricole S.A. et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont pour l'essentiel logés chez Crédit Agricole S.A. pour 84,6 milliards d'euros. Il s'agit principalement de créances apportées en garanties par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A., celui-ci jouant un rôle de centralisateur vis-à-vis des différents organismes de refinancement externes. Crédit Agricole CIB dispose également d'actifs reçus en garantie pour 132,5 milliards d'euros.

La plus grande partie de ces garanties correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis et porte principalement sur les pensions et titres en garanties d'opérations de courtage.

La politique du groupe Crédit Agricole S.A. consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties. Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A. n'en possèdent pas au 30 juin 2015.

CRÉANCES REÇUES ET APPORTÉES EN GARANTIE

Au 30 juin 2015, dans le cadre du dispositif de refinancement auprès de la Banque de France, Crédit Agricole S.A. a déposé 64,3 milliards d'euros de créances (principalement pour le compte des Caisses régionales), contre 74,8 milliards d'euros au 31 décembre 2014, et 13,6 milliards d'euros ont été déposés directement par les filiales.



Au 30 juin 2015, dans le cadre des opérations de refinancement auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat, Crédit Agricole S.A. a déposé 19,3 milliards d'euros de créances pour le compte des Caisses régionales, contre 19,7 milliards d'euros au 31 décembre 2014, et 6,8 milliards d'euros ont été déposés directement par LCL.

Au 30 juin 2015, dans le cadre des émissions sécurisées de Crédit Agricole Home Loan SFH, société financière contrôlée à 100% par Crédit Agricole S.A, 31,4 milliards d'euros de créances des Caisses régionales et de LCL ont été apportés en garantie.

7. *Reclassements d'instruments financiers*

PRINCIPES RETENUS PAR LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Les reclassements hors de la catégorie "Actifs financiers détenus à des fins de transaction" ou hors de la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

RECLASSEMENTS EFFECTUÉS PAR LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

En application de l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008, des reclassements ont été réalisés tels que cela est permis par cet amendement. Les informations sur ces reclassements et sur les reclassements antérieurs sont données ci-dessous.

Nature, justification et montant des reclassements opérés

Le Groupe n'a pas opéré au cours du premier semestre de l'année 2015, des reclassements de la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » et « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » vers la catégorie « Prêts et créances ».

Les reclassements opérés lors des exercices antérieurs concernent des reclassements de la catégorie « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « Actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « Prêts et créances » et sont relatifs à des opérations de syndication ou des actifs de titrisation.

(en millions d'euros)	Total actifs reclassés		Actifs reclassés en 2015			Actifs reclassés antérieurement			
	Valeur au bilan 30/06/2015	Valeur de marché estimée au 30/06/2015	Valeur de reclassement	Valeur au bilan 30/06/2015	Valeur de marché estimée 30/06/2015	Valeur au bilan 30/06/2015	Valeur de marché estimée 30/06/2015	Valeur au bilan 31/12/2014 Retraité	Valeur de marché estimée 31/12/2014 Retraité
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	1 417	1 381	-	-	-	1 417	1 381	1 572	1 533
Actifs financiers disponibles à la vente transférés en prêts et créances	377	377	-	-	-	377	377	396	396
Total Actifs reclassés	1 794	1 758	-	-	-	1 794	1 758	1 968	1 929

Contribution des actifs transférés au résultat depuis le reclassement

L'impact en résultat des actifs transférés se décompose comme suit :

	Actifs reclassés en 2015	Actifs reclassés antérieurement					
		Impact cumulé au 31/12/2014 Retraité		Impact en 2015		Impact cumulé au 30/06/2015	
		Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)
<i>(en millions d'euros)</i>							
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	-			(46)	(127)	7	9
Actifs financiers disponibles à la vente transférés en prêts et créances	-			10	10	4	4
Total Actifs reclassés	-			(36)	(117)	11	13
						(25)	(104)

8. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique. Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.



8.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AU BILAN VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 30 juin 2015	Juste valeur au 30 juin 2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Prêts et Créances	692 810	720 507	-	446 861	273 646
Créances sur les établissements de crédit	366 868	372 031	-	371 186	845
Comptes ordinaires & prêts JJ	13 706	12 517	-	12 496	22
Comptes et prêts à terme	318 058	324 524	-	324 056	389
Valeurs reçues en pension	47	48	-	-	48
Titres reçus en pension livrée	23 613	23 576	-	23 584	-
Prêts subordonnés	335	340	-	39	301
Titres non cotés sur un marché actif	11 027	11 014	-	10 929	85
Autres prêts et créances	82	82	-	82	-
Créances sur la clientèle	325 942	348 476	-	75 675	272 801
Créances commerciales	34 105	35 346	-	16 418	18 897
Autres concours à la clientèle	260 771	282 620	-	41 516	240 044
Titres reçus en pension livrée	3 308	3 301	-	3 236	72
Prêts subordonnés	127	125	-	2	124
Titres non cotés sur un marché actif	12 351	12 494	-	160	12 194
Créances nées d'opérations d'assurance directe	704	704	-	-	704
Créances nées d'opérations de réassurance	353	353	-	-	353
Avance en comptes courants d'associés	131	121	-	13	108
Comptes ordinaires débiteurs	14 092	14 724	-	14 330	305
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	16 868	19 536	19 536	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	13 880	15 657	15 657	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 988	3 879	3 879	-	-
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	709 678	740 043	19 536	446 861	273 646



(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2014	Juste valeur au 31 décembre 2014	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Prêts et Créances					
Créances sur les établissements de crédit					
Comptes ordinaires & prêts JJ	368 209	378 041	-	376 306	1 735
Comptes et prêts à terme	11 320	11 320	-	11 320	-
Valeurs reçues en pension	313 623	323 454	-	323 154	300
Titres reçus en pension livrée	56	57	-	-	57
Prêts subordonnés	32 293	32 319	-	32 319	-
Titres non cotés sur un marché actif	344	332	-	30	302
Autres prêts et créances	10 488	10 474	-	9 398	1 076
	85	85	-	85	-
Créances sur la clientèle	314 379	327 326	-	61 300	266 026
Créances commerciales	34 966	25 191	-	5 532	19 659
Autres concours à la clientèle	251 150	273 775	-	40 276	233 499
Titres reçus en pension livrée	2 392	2 385	-	2 368	17
Prêts subordonnés	126	123	-	5	118
Titres non cotés sur un marché actif	11 683	11 801	-	110	11 691
Créances nées d'opérations d'assurance directe	711	711	-	79	632
Créances nées d'opérations de réassurance	302	302	-	-	302
Avance en comptes courants d'associés	137	126	-	18	108
Comptes ordinaires débiteurs	12 912	12 912	-	12 912	-
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	15 961	19 174	19 174	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	12 922	15 197	15 197	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 039	3 977	3 977	-	-
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	698 549	724 541	19 174	437 606	267 761

La hiérarchie de juste valeur des actifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de prix de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.



PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AU BILAN VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 30 juin 2015	Juste valeur au 30 juin 2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	135 974	134 310	-	133 472	838
Comptes ordinaires & prêts JJ	21 192	19 070	-	19 070	-
Comptes et emprunts à terme	84 543	84 947	-	84 158	838
Valeurs données en pension	99	98	-	98	-
Titres donnés en pension livrée	30 140	30 140	-	30 146	-
Dettes envers la clientèle	491 242	491 209	-	382 349	108 860
Comptes ordinaires créditeurs	135 999	136 377	-	136 332	54
Comptes d'épargne à régime spécial	248 427	248 181	-	209 303	38 878
Autres dettes envers la clientèle	98 692	98 425	-	30 474	68 045
Titres donnés en pension livrée	6 222	6 222	-	6 224	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	818	815	-	11	804
Dettes nées d'opérations de réassurance	362	362	-	5	357
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et retrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	722	722	-	-	722
Dettes représentées par un titre	162 724	183 227	40 803	142 218	206
Dettes subordonnées	28 220	28 361	26 527	1 627	207
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	818 160	837 107	67 330	659 666	110 111

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2014 Retraité	Juste valeur au 31 décembre 2014 Retraité	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	141 176	151 331	-	150 564	767
Comptes ordinaires & prêts JJ	20 670	21 171	-	21 168	3
Comptes et emprunts à terme	84 902	94 565	-	93 801	764
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	35 604	35 595	-	35 595	-
Dettes envers la clientèle	473 984	473 703	-	371 698	102 005
Comptes ordinaires créditeurs	124 826	124 917	-	124 790	127
Comptes d'épargne à régime spécial	242 345	242 340	-	204 812	37 528
Autres dettes envers la clientèle	95 456	95 077	-	32 494	62 583
Titres donnés en pension livrée	9 600	9 602	-	9 602	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	739	749	-	-	749
Dettes nées d'opérations de réassurance	339	339	-	-	339
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et retrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	679	679	-	-	679
Dettes représentées par un titre	172 921	174 204	44 403	129 590	211
Dettes subordonnées	25 937	25 804	24 724	1 080	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	814 018	825 042	69 127	652 932	102 983

La hiérarchie de juste valeur des passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des passifs financiers pour lesquels il existe des données observables pertinentes. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de

cotations de prix de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex: l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

8.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

DISPOSITIF DE VALORISATION

La valorisation des opérations de marché est produite par les systèmes de gestion et contrôlée par une équipe rattachée à la Direction des risques et indépendante des opérateurs de marchés.

Ces valorisations reposent sur l'utilisation :

- de prix ou de paramètres indépendants et/ou validés par le Département des risques de marché à l'aide de l'ensemble des sources disponibles (fournisseurs de données de marché, consensus de place, données de courtiers ...) ;
- de modèles validés par les équipes quantitatives du Département des risques de marché.

Pour chaque instrument, la valorisation produite est une valorisation milieu de marché, indépendante du sens de la transaction, de l'exposition globale de la banque, de la liquidité du marché ou de la qualité de la contrepartie. Des ajustements sont ensuite intégrés aux

valorisations de marché afin de prendre en compte ces éléments ainsi que les incertitudes potentielles tenant aux modèles ou aux paramètres utilisés.

Les principaux types d'ajustements de valorisation sont les suivants :

Les ajustements de *mark-to-market* : ces ajustements visent à corriger l'écart potentiel observé entre la valorisation milieu de marché d'un instrument obtenue via les modèles de valorisation internes et les paramètres associés et la valorisation de ces instruments issue de sources externes ou de consensus de place. Cet ajustement peut-être positif ou négatif.

Les réserves *bid/ask* : ces ajustements visent à intégrer dans la valorisation l'écart entre les prix acheteur et vendeur pour un instrument donné afin de refléter le prix auquel pourrait être retournée la position. Ces ajustements sont systématiquement négatifs.

Les réserves pour incertitude : ces ajustements matérialisent une prime de risque telle que considérée par tout participant de marché. Ces ajustements sont systématiquement négatifs.

- Les réserves pour incertitude sur paramètres visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister sur un ou plusieurs des paramètres utilisés ;
- Les réserves pour incertitude de modèle visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister du fait du choix du modèle retenu.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (*Credit Value Adjustment* – CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (*Debt Value Adjustment* – DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS cotés, ou des proxys de CDS, lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

L'ajustement de FVA (*Funding Valuation Adjustment*)



La valorisation des instruments dérivés non collatéralisés intègre un ajustement de FVA ou Funding Valuation Adjustment lié au financement de ces instruments.

Sa première application au 30 juin 2014 s'est traduite par la comptabilisation d'une perte s'élevant à - 167 millions d'euros.

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR MODÈLE DE VALORISATION

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	30/06/2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en millions d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	279 495	37 770	238 109	3 616
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	429	-	-	429
Titres reçus en pension livrée	82 328	-	82 328	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	36 402	35 718	294	390
Effets publics et valeurs assimilées	24 467	24 240	227	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 556	7 122	67	367
Actions et autres titres à revenu variable	4 379	4 356	-	23
Instruments dérivés	160 336	2 052	155 487	2 797
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	92 997	59 860	28 733	4 404
Créances sur les établissements de crédit	1 388	-	1 388	-
Créances sur la clientèle	91	-	-	91
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	39 845	21 054	18 745	46
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	51 673	38 806	8 600	4 267
Effets publics et valeurs assimilées	9 408	9 408	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	25 517	21 114	4 209	194
Actions et autres titres à revenu variable	16 748	8 284	4 391	4 073
Actifs financiers disponibles à la vente	292 915	253 380	36 511	3 024
Effets publics et valeurs assimilées	73 238	72 698	540	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	189 911	159 224	30 244	443
Actions et autres titres à revenu variable ⁽¹⁾	29 766	21 458	5 727	2 581
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	24 723	42	24 664	17
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	690 130	351 052	328 017	11 061
Transferts issus du Niveau 1: Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques		81	145	
Transferts issus du Niveau 2: Valorisation fondée sur des données observables	27	-	8	
Transferts issus du Niveau 3: Valorisation fondée sur des données non observables	25	281	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux	52	362	153	

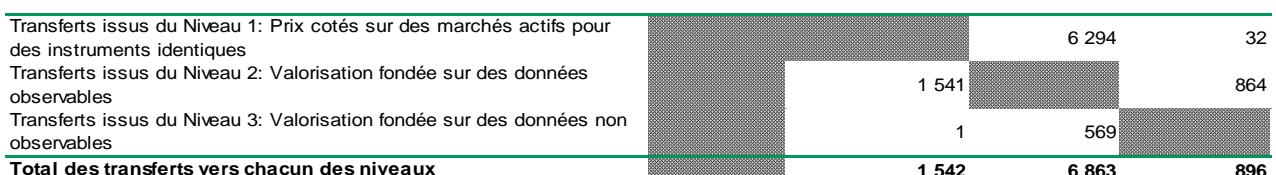
(1) Hors 45 millions d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

Les transferts du Niveau 1 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des titres de transactions obligataires.

Les transferts du Niveau 3 vers le Niveau 2 concernent essentiellement des dérivés de trading et de couverture.



	31/12/2014 Retraité	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en millions d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	316 050	49 227	262 839	3 984
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	261	-	-	261
Titres reçus en pension livrée	84 694	-	84 694	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	48 655	47 529	477	649
Effets publics et valeurs assimilées	35 126	34 907	219	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	8 362	7 455	258	649
Actions et autres titres à revenu variable	5 167	5 167	-	-
Instruments dérivés	182 440	1 698	177 668	3 074
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	89 522	58 653	26 788	4 081
Créances sur les établissements de crédit	1 613	-	1 613	-
Créances sur la clientèle	199	-	-	199
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	36 592	19 237	17 320	35
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	51 118	39 416	7 855	3 847
Effets publics et valeurs assimilées	13 971	13 971	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	23 229	19 710	3 393	126
Actions et autres titres à revenu variable	13 918	5 735	4 462	3 721
Actifs financiers disponibles à la vente	283 331	245 747	35 040	2 544
Effets publics et valeurs assimilées	67 608	67 403	205	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	188 342	158 395	29 689	258
Actions et autres titres à revenu variable ⁽¹⁾	27 381	19 949	5 146	2 286
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	30 423	45	30 267	111
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	719 326	353 672	354 934	10 720



(1) Hors 45 millions d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

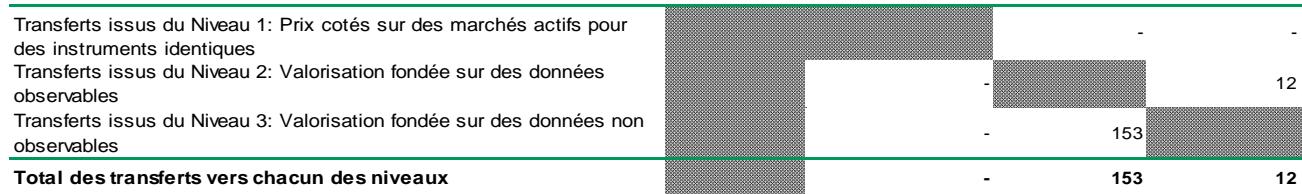
Les transferts du niveau 1 vers le niveau 2 concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis pour le niveau 2.

Les transferts du niveau 2 vers le niveau 1 concernent essentiellement des actions.



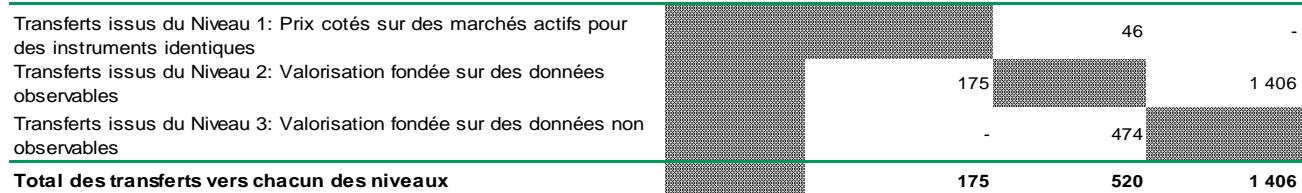
Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	30/06/2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en millions d'euros)</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	237 815	34 254	197 473	6 088
Titres vendus à découvert	31 714	31 610	41	63
Titres donnés en pension livrée	48 009	390	47 616	3
Dettes représentées par un titre ⁽¹⁾	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	158 092	2 254	149 816	6 022
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	32 477	7 541	18 171	6 765
Instruments dérivés de couverture	24 616	-	24 191	425
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	294 908	41 795	239 835	13 278



Les transferts du Niveau 3 vers le Niveau 2 concernent essentiellement des titres de créances négociables à la juste valeur par option.

	31/12/2014 Retraité	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en millions d'euros)</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	290 180	37 100	249 138	3 942
Titres vendus à découvert	34 876	34 829	46	1
Titres donnés en pension livrée	74 442	389	74 049	4
Dettes représentées par un titre ⁽¹⁾	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	180 862	1 882	175 043	3 937
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	31 074	5 165	19 277	6 632
Instruments dérivés de couverture	27 685	-	27 302	383
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	348 939	42 265	295 717	10 957



Les transferts du niveau 2 vers le niveau 3 concernent essentiellement des dérivés de taux et les dettes comptabilisées en juste valeur sur option dont le dérivé incorporé relève du niveau 3.

Les instruments classés en niveau 1

Le niveau 1 comprend l'ensemble des instruments dérivés traités sur les marchés organisés (options, *futures*, etc.), quel que soit le sous-jacent (taux, change, métaux précieux, principaux indices action) et les actions et obligations cotées sur un marché actif.

Les obligations d'entreprise, d'État et les agences dont la valorisation est effectuée sur la base de prix obtenus de sources indépendantes et mis à jour régulièrement sont classées en niveau 1. Ceci représente l'essentiel du stock d'obligations souveraines, d'agences et de titres corporates. Les émetteurs dont les titres ne sont pas cotés sont classés en niveau 3.

Les instruments classés en niveau 2

Les principaux produits comptabilisés en niveau 2 sont les suivants :

- Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en Niveau 2 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du Niveau 2.

- Dérivés de gré à gré

Les principaux instruments dérivés de gré à gré classés en Niveau 2 sont ceux dont la valorisation fait intervenir des facteurs considérés comme observables et dont la technique de valorisation ne génère pas d'exposition significative à un risque modèle.

Ainsi, le niveau 2 regroupe notamment :

- les produits dérivés linéaires tels que les *swaps* de taux, *swaps* de devise, change à terme. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché, sur la base de paramètres soit directement observables (cours de change, taux d'intérêts), soit pouvant être dérivés du prix de marché de produits observables (*swaps* de change) ;
- les produits non linéaires vanilles comme les caps, floors, *swaptions*, options de change, options sur actions, credit default swaps, y compris les options digitales. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché sur la base de paramètres directement observables (cours de change, taux d'intérêts, cours des actions) ou pouvant être dérivés du prix de produits observables sur le marché (volatilités) ;
- les produits exotiques mono-sous-jacents usuels de type *swaps* annulables, paniers de change sur devises majeures. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles parfois légèrement plus complexes mais partagés par le marché. Les paramètres utilisés sont pour l'essentiel observables et des prix observables dans le marché, via notamment les prix de courtiers et/ou les consensus de place, permettent de corroborer les valorisations internes.

- les titres cotés sur un marché jugé inactif et pour lesquels des informations indépendantes sur la valorisation sont disponibles.

Les instruments classés en niveau 3

Sont classés en niveau 3 les produits ne répondant pas aux critères permettant une classification en niveau 1 et 2, et donc principalement les produits présentant un risque modèle élevé ou des produits dont la valorisation requiert l'utilisation de paramètres non observables significatifs.

La marge initiale de toute nouvelle opération classée en niveau 3 est réservée en date de comptabilisation initiale. Elle est réintégrée au résultat soit de manière étalée sur la durée d'inobservabilité soit en une seule fois à la date à laquelle les paramètres deviennent observables.

Ainsi, le niveau 3 regroupe notamment :

- Titres

Les titres classés en Niveau 3 sont essentiellement :

- les actions ou obligations non cotées pour lesquelles aucune valorisation indépendante n'est disponible ;
- les ABS et CLO pour lesquels existent des valorisations indépendantes indicatives mais pas nécessairement exécutables ;
- les ABS, CLO, tranches super senior et mezzanines de CDO pour lesquels le caractère actif du marché n'est pas démontré.

- Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en Niveau 3 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du Niveau 3.

- Dérivés de gré à gré

Produits non observables du fait du sous-jacent : certains produits dont l'essentiel du stock est classé en Niveau 2 sont considérés comme relevant du Niveau 3 du fait de leur devise sous-jacente ou de leur maturité. Une grille d'observabilité définit pour chaque couple instrument/devise, la maturité maximale considérée comme observable. Cette observabilité est fonction de la liquidité du paramètre et de la disponibilité de sources observables permettant sa valorisation.

Principalement, sont classées en Niveau 3 :

- des expositions sur taux d'intérêts ou swap de change de maturité très longue ;
- des expositions sur actions, principalement des produits sur des marchés optionnels insuffisamment profonds ou des produits indexés sur la volatilité et contrats à terme dont la maturité est longue ;

- des expositions sur produits non linéaires de taux, de change ou action de maturité longue sur des devises/indices majeures. Sont inclus dans cette catégorie les options vanille, mais également les dérivés exotiques simples comme les swaps annulables ;
- des expositions non linéaires sur devises émergentes.

Produits dérivés complexes : ces produits relèvent du niveau 3 car leur valorisation requiert l'utilisation de paramètres non observables. Les principales expositions concernées sont :

- les produits dont le sous-jacent est la différence entre deux taux d'intérêt, de type Option, Option binaire ou produits exotiques. Ces produits font appel à une corrélation entre les deux taux qui n'est pas considérée comme observable du fait d'une liquidité réduite. La valorisation des expositions est cependant ajustée en fin de mois sur la base des niveaux de corrélations dérivés de consensus de place ;
- les produits dont le sous-jacent est la volatilité à terme d'un indice (Euribor, Spread de CMS). Ces produits ne sont pas considérés comme observables du fait d'un risque modèle important et d'une liquidité réduite ne permettant pas une estimation régulière et précise des paramètres de valorisation ;
- les swaps de titrisation générant une exposition au taux de prépaiement. La détermination du taux de prépaiement est effectuée sur la base de données historiques sur des portefeuilles similaires. Les hypothèses et paramètres retenus sont contrôlés régulièrement sur la base des amortissements effectivement constatés ;
- les produits hybrides taux/change long terme de type Power Reverse Dual Currency, portant principalement sur le couple USD/JPY ou des produits dont le sous-jacent est un panier de devises. Les paramètres de corrélation entre les taux d'intérêt et les devises ainsi qu'entre les deux taux d'intérêts sont déterminés sur la base d'une méthodologie interne fondée sur les données historiques. L'observation des consensus de marché permet de s'assurer de la cohérence d'ensemble du dispositif ;
- les produits multi sous-jacents, générant des expositions à des corrélations, quels que soient les sous-jacents considérés (taux, crédit, change, inflation). Dans cette catégorie on trouvera les produits *cross-asset* de type *dual range*, les *baskets* de change sur devises émergentes, *Credit Default Baskets*. La détermination des corrélations est effectuée de façon conservatrice en fonction de l'exposition globale de l'établissement, sur la base de données historiques. Si la diversité des corrélations est importante, les expositions à chacune d'entre elles demeurent mesurées ;
- Les produits de corrélation actions et hybrides actions, dont le *pay-off* dépend du comportement relatif d'actions ou indices d'un panier (panier qui dans certains

cas est composé non seulement d'actions mais aussi d'autres instruments tels qu'indices sur matières premières). La valorisation de ces produits est sensible à la corrélation entre les composantes du panier et leur classification en niveau 3 est déterminée par leur maturité, leur nature hybride et la composition du panier sous-jacent ;

- Les instruments dérivés à sous-jacent taux dont le coupon est indexé sur la volatilité *forward* (aussi appelés "Vol Bonds") ;
- Les parts de CDO sur des expositions portant des paniers de crédit *corporate*. Le modèle de valorisation de ces produits utilise à la fois des données observables (prix de CDS) et non observables (corrélations entre les défauts). Sur les tranches Senior, les plus illiquides, Crédit Agricole CIB a introduit des paramètres de valorisation adaptés à son appréciation du risque intrinsèque de ses expositions. Le risque de marché du portefeuille de CDO dérivés a été cédé à un fonds géré par Blue Mountain Capital en 2012.



VARIATION DU SOLDE DES INSTRUMENTS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR SELON LE NIVEAU 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

(en millions d'euros)	Actifs financiers détenus à des fins de transaction						Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						Actifs financiers disponibles à la vente			Instruments dérivés de couverture	
	Total	Créances sur la clientèle	Titres détenus à des fins de transaction			Instruments dérivés	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Créances sur la clientèle	Titres à la juste valeur par résultat sur option			Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable			
			Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Titres détenus à des fins de transaction				Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Titres à la juste valeur par résultat sur option						
Solde d'ouverture (01/01/2015 Retraité)	10 720	261	649	-	649	3 074	35	199	126	3 721	3 847	-	258	2 286	111		
Gains / pertes de la période	82	18	34	-	34	(159)	13	6	-	90	90	-	(16)	87	9		
Comptabilisés en résultat	(47)	2	34	-	34	(161)	13	6	-	90	90	-	(15)	(16)	-		
Comptabilisés en capitaux propres	129	16	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	(1)	103	9		
Achats de la période	1 911	200	1	-	1	350	-	5	68	606	674	-	337	344	-		
Ventes de la période	(1 297)	(46)	(434)	-	(434)	(190)	(2)	(119)	-	(344)	(344)	-	(51)	(111)	-		
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Dénouements de la période	(249)	(51)	-	-	-	(179)	-	-	-	-	-	-	(1)	(18)	-		
Reclassements de la période	47	47	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Transferts	(153)	-	117	23	140	(99)	-	-	-	-	-	-	(84)	(7)	(103)		
Transferts vers niveau 3	153	-	120	23	143	8	-	-	-	-	-	-	-	2	-		
Transferts hors niveau 3	(306)	-	(3)	-	(3)	(107)	-	-	-	-	-	-	(84)	(9)	(103)		
Solde de clôture (30/06/2015)	11 061	429	367	23	390	2 797	46	91	194	4 073	4 267	-	443	2 581	17		



Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

	Total	Passifs financiers détenus à des fins de transaction			Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Instruments dérivés		
<i>(en millions d'euros)</i>						
Solde d'ouverture (01/01/2015 Retraité)	10 957	1	4	3 937	6 632	383
Gains / pertes de la période	(290)	-	-	(258)	(61)	29
Comptabilisés en résultat	(293)	-	-	(259)	(61)	27
Comptabilisés en capitaux propres	3	-	-	1	-	2
Achats de la période	3 671	63	3	2 767	831	7
Ventes de la période	(915)	-	-	(135)	(780)	-
Emissions de la période	896	-	-	-	838	58
Dénouements de la période	(900)	(1)	(4)	(238)	(616)	(41)
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-
Transferts	(141)	-	-	(51)	(79)	(11)
Transferts vers niveau 3	12	-	-	-	2	10
Transferts hors niveau 3	(153)	-	-	(51)	(81)	(21)
Solde de clôture (30/06/2015)	13 278	63	3	6 022	6 765	425

8.3 Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

La marge différée est la marge non enregistrée en date de comptabilisation initiale. Elle est constituée par la différence entre le prix de transaction payé ou reçu pour un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale et sa juste valeur à cette même date.

Elle concerne le périmètre des instruments financiers de niveau 3 pour lesquels la juste valeur est déterminée sur la base de modèles de valorisation complexes intégrant des paramètres non observables.

Cette marge différée est réintégrée au résultat, soit de manière étalée sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables, soit en une seule fois à la date à laquelle les paramètres deviennent observables.

	30/06/2015	31/12/2014 Retraité	
		Retraité	Retraité
<i>(en millions d'euros)</i>			
Marge différée au 1^{er} janvier	65	62	
Marge générée par les nouvelles transactions de la période	9	26	
Comptabilisée en résultat durant la période			
Amortissement et transactions annulées / remboursées / échues	(25)	(23)	
Intéressement et participation	-	-	
Effet des paramètres ou produits devenus observables pendant la période	-	-	
Marge différée en fin de période	49	65	

9. Impacts des évolutions comptables ou autres événements

COMPTE DE RÉSULTAT

Impacts d'IFRIC 21 au 30 juin 2014

(en millions d'euros)	30/06/2014 Retraité	Impacts IFRIC 21	30/06/2014 Publié
Intérêts et produits assimilés	13 668		13 668
Intérêts et charges assimilées	(7 879)		(7 879)
Commissions (produits)	3 826		3 826
Commissions (charges)	(2 520)	(3)	(2 517)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 325		3 325
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	1 734		1 734
Produits des autres activités	16 075	30	16 045
Charges des autres activités	(20 256)		(20 256)
PRODUIT NET BANCAIRE	7 973	27	7 946
Charges générales d'exploitation	(5 275)	(94)	(5 181)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(305)		(305)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 393	(67)	2 460
Coût du risque	(1 124)		(1 124)
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 269	(67)	1 336
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	76	(13)	89
Gains ou pertes nets sur autres actifs	8		8
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-		-
RESULTAT AVANT IMPOT	1 353	(80)	1 433
Impôts sur les bénéfices	(320)	34	(354)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	6		6
RESULTAT NET	1 039	(46)	1 085
Participations ne donnant pas le contrôle	198	(2)	200
RESULTAT NET PART DU GROUPE	841	(44)	885

Impacts d'IFRIC 21 au 31 décembre 2014

À fin décembre 2014, l'interprétation IFRIC 21 a un impact sur le résultat net de + 4 millions d'euros qui s'explique par :

- une augmentation des Commissions (charges) de 3 millions d'euros,
- une diminution des Produits des autres activités de 1 million d'euros
- une diminution des Charges générales d'exploitation de 9 millions d'euros,
- une augmentation des Impôts sur les bénéfices de 1 million d'euros.



RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

Impacts d'IFRIC 21 au 30 juin 2014

(en millions d'euros)	30/06/2014 Retraité	Impacts IFRIC 21	30/06/2014 Publié
Résultat net	1 039	(46)	1 085
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	1 205	-	1 205
Résultat net et autres éléments du résultat global	2 244	(46)	2 290
Dont part du Groupe	2 009	(44)	2 053
Dont participations ne donnant pas le contrôle	235	(2)	237

Impacts d'IFRIC 21 au 31 décembre 2014

(en millions d'euros)	31/12/2014 Retraité	Impacts IFRIC 21	31/12/2014 Publié
Résultat net	2 760	4	2 756
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	2 441	-	2 441
Résultat net et autres éléments du résultat global	5 201	4	5 197
Dont part du Groupe	4 521	4	4 517
Dont participations ne donnant pas le contrôle	680	-	680

BILAN ACTIF

Impacts d'IFRIC 21 au 31 décembre 2014

(en millions d'euros)	31/12/2014 Retraité	Impacts IFRIC 21	31/12/2014 Publié
Caisse, banques centrales	55 036	-	55 036
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	405 572	-	405 572
Instruments dérivés de couverture	30 423	-	30 423
Actifs financiers disponibles à la vente	283 376	-	283 376
Prêts et créances sur les établissements de crédit	368 209	-	368 209
Prêts et créances sur la clientèle	314 379	-	314 379
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	16 740	-	16 740
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	15 961	-	15 961
Actifs d'impôts courants et différés	3 941	(37)	3 978
Compte de régularisation et actifs divers	51 085	-	51 085
Actifs non courants destinés à être cédés	94	-	94
Participation aux bénéfices différée	-	-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence	21 248	5	21 243
Immeubles de placement	4 141	-	4 141
Immobilisations corporelles	3 961	-	3 961
Immobilisations incorporelles	1 544	-	1 544
Ecart d'acquisition	13 334	-	13 334
TOTAL DE L'ACTIF	1 589 044	(32)	1 589 076

Impacts d'IFRIC 21 au 1^{er} janvier 2014

Les impacts sur l'actif au 1er janvier 2014 sont identiques à ceux du 31 décembre 2014.

BILAN PASSIF
Impacts d'IFRIC 21 au 31 décembre 2014

(en millions d'euros)	31/12/2014 Retraité	Impacts IFRIC 21	31/12/2014 Publié
Banques centrales	4 411		4 411
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	321 254		321 254
Instruments dérivés de couverture	27 685		27 685
Dettes envers les établissements de crédit	141 176		141 176
Dettes envers la clientèle	473 984		473 984
Dettes représentées par un titre	172 921		172 921
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	16 338		16 338
Passifs d'impôts courants et différés	3 114	(15)	3 129
Compte de régularisation et passifs divers	57 286	(106)	57 392
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-		-
Provisions techniques des contrats d'assurance	284 061	44	284 017
Provisions	4 716	-	4 716
Dettes subordonnées	25 937		25 937
Total dettes	1 532 883	(77)	1 532 960
Capitaux propres	56 161	45	56 116
Capitaux propres - part du Groupe	50 107	44	50 063
Capital et réserves liées	33 563		33 563
Réserves consolidées	10 066	40	10 026
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	4 134		4 134
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants destinés à être cédés	-		-
Résultat de l'exercice	2 344	4	2 340
Participations ne donnant pas le contrôle	6 054	1	6 053
TOTAL DU PASSIF	1 589 044	(32)	1 589 076

Impacts d'IFRIC 21 au 1^{er} janvier 2014

(en millions d'euros)	01/01/2014 Retraité	Impacts IFRIC 21	01/01/2014 Publié
Banques centrales	2 852		2 852
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	299 803		299 803
Instruments dérivés de couverture	31 137		31 137
Dettes envers les établissements de crédit	152 340		152 340
Dettes envers la clientèle	477 313		477 313
Dettes représentées par un titre	160 516		160 516
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7 323		7 323
Passifs d'impôts courants et différés	2 051	(15)	2 066
Compte de régularisation et passifs divers	48 091	(102)	48 193
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	1 100		1 100
Provisions techniques des contrats d'assurance	255 501	44	255 457
Provisions	4 475		4 475
Dettes subordonnées	28 353		28 353
Total dettes	1 470 855	(73)	1 470 928
Capitaux propres	47 924	41	47 883
Capitaux propres - part du Groupe	42 328	40	42 288
Capital et réserves liées	30 780		30 780
Réserves consolidées	7 081	40	7 041
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 997		1 997
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants destinés à être cédés	(40)		(40)
Résultat de l'exercice	2 510	-	2 510
Participations ne donnant pas le contrôle	5 596	1	5 595
TOTAL DU PASSIF	1 518 779	(32)	1 518 811

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Impacts d'IFRIC 21 au 30 juin 2014

(en millions d'euros)	30/06/2014 Retraité	Impacts IFRIC 21	30/06/2014 Publié
Résultat avant impôt	1 353	(80)	1 433
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	312		312
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-		-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	9 525	(30)	9 555
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence	(76)	13	(89)
Résultat net des activités d'investissement	28		28
Résultat net des activités de financement	1 981		1 981
Autres mouvements	(1 895)	97	(1 992)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	9 875	80	9 795
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(831)		(831)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(19 160)		(19 160)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	4 705		4 705
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(607)		(607)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	314		314
Impôts versés	849	-	849
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(14 730)	-	(14 730)
Flux provenant des activités abandonnées	10	-	10
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)	(3 492)	-	(3 492)
Flux liés aux participations	(414)	-	(414)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(351)	-	(351)
Flux provenant des activités abandonnées	(112)	-	(112)
TOTAL Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	(877)	-	(877)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	2 054	-	2 054
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	792	-	792
Flux provenant des activités abandonnées	(8)	-	(8)
TOTAL Flux nets de trésorerie liés aux opérations de FINANCEMENT (C)	2 838	-	2 838
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	1 371	-	1 371
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)	(160)	-	(160)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	55 962	-	55 962
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	65 385		65 385
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	(9 423)		(9 423)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	55 802	-	55 802
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	65 434		65 434
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	(9 632)		(9 632)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(160)	-	(160)

Impacts d'IFRIC 21 au 31 décembre 2014

À fin décembre 2014, l'interprétation IFRIC 21 a un impact sur le Résultat avant impôt de + 5 millions d'euros qui se compense par une variation de - 5 millions d'euros sur les Autres mouvements.

10. Parties liées

Les parties liées au groupe Crédit Agricole S.A. sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, ainsi que les principaux dirigeants du Groupe.

Conformément aux mécanismes financiers internes au Crédit Agricole, les opérations conclues entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales¹ sont présentées au bilan et au compte de résultat en opérations internes au Crédit Agricole (note 3.1 "Produits et charges d'intérêts", 3.2 "Commissions nettes" et 5.3 "Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle").

AUTRES CONVENTIONS ENTRE ACTIONNAIRES

Les conventions entre actionnaires signées au cours de l'exercice sont détaillées dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période".

RELATIONS ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AFFECTANT LE BILAN CONSOLIDÉ

La liste des sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. est présentée en note 11 "Périmètre de consolidation au 30 juin 2015". Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules les transactions réalisées avec des sociétés consolidées par mise en équivalence affectent les comptes consolidés du Groupe.

Les principaux encours correspondants dans le bilan consolidé au 30 juin 2015 sont relatifs aux groupes UBAF, Menafinance, FCA Bank S.p.A., Forso et Elipso Finance S.r.L, pour les montants suivants :

- prêts et créances sur les établissements de crédit : 3 744 millions d'euros ;
- prêts et créances sur la clientèle : 2 348 millions d'euros ;
- dettes envers les établissements de crédit : 1 609 millions d'euros ;
- dettes envers la clientèle : 9 millions d'euros.

Les effets des transactions réalisées avec ces groupes sur le compte de résultat de la période ne sont pas significatifs.

¹ A l'exception de la Caisse régionale de la Corse qui est consolidée en intégration globale.



11. Périmètre de consolidation au 30 juin 2015

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle	% d'intérêt		
						30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-15	31-déc.-14
BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE									
Établissement bancaire et financier									
Banque Chalus	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Banque Thémis	Globale		France		Filière	100,0	100,0	95,1	95,1
Caisse Régionale Alpes Provence	Équivalence		France		Entreprise associée	25,2	25,2	25,2	25,2
Caisse Régionale Alsace Vosges	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Aquitaine	Équivalence		France		Entreprise associée	29,3	29,3	29,3	29,3
Caisse Régionale Atlantique Vendée	Équivalence		France		Entreprise associée	25,6	25,6	25,6	25,6
Caisse Régionale Brie Picardie	Équivalence		France		Entreprise associée	27,3	27,4	27,3	27,4
Caisse Régionale Centre Est	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre France	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre Loire	Équivalence		France		Entreprise associée	27,7	27,7	27,7	27,7
Caisse Régionale Centre Ouest	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Champagne Bourgogne	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Charente Maritime - Deux Sèvres	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Charente-Périgord	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Côte D'armor	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale De L'Anjou B Du Maine	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Des Savoie	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Finistère	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Franche Comté	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Guadeloupe	Équivalence		France		Entreprise associée	27,2	27,2	27,2	27,2
Caisse Régionale Ille Et Vilaine	Équivalence		France		Entreprise associée	26,0	26,0	26,0	26,0
Caisse Régionale Languedoc	Équivalence		France		Entreprise associée	25,8	25,8	25,8	25,8
Caisse Régionale Loire - Haute Loire	Équivalence		France		Entreprise associée	25,4	25,4	25,4	25,4
Caisse Régionale Lorraine	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Martinique	Équivalence		France		Entreprise associée	28,2	28,2	28,2	28,2
Caisse Régionale Morbihan	Équivalence		France		Entreprise associée	27,9	28,0	27,9	28,0
Caisse Régionale Nord De France	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Nord Midi Pyrénées	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Nord-Est	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	26,5	26,5
Caisse Régionale Normandie	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Normandie Seine	Équivalence		France		Entreprise associée	25,6	25,6	25,6	25,6
Caisse Régionale Paris Et Ile De France	Équivalence		France		Entreprise associée	25,6	25,6	25,6	25,6
Caisse Régionale Provence - Côte D'Azur	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Pyrénées Gascogne	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Réunion	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Sud Méditerranée	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Sud Rhône Alpes	Équivalence		France		Entreprise associée	25,8	25,8	25,8	25,8
Caisse Régionale Toulouse 31	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	26,5	26,5
Caisse Régionale Touraine Poitou	Équivalence		France		Entreprise associée	26,3	26,3	26,3	26,3
Caisse Régionale Val De France	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Cofam	Équivalence		France		Entreprise associée	25,4	25,4	25,4	25,4
CRCAM SUD MED. SUC	Équivalence		Espagne	France	Succursale	25,0	25,0	25,0	25,0
Interfimo	Globale		France		Filière	99,0	99,0	94,1	94,1
LCL	Globale		France		Filière	95,1	95,1	95,1	95,1
LCL succursale de Monaco	Globale		Monaco	France	Succursale	100,0	100,0	95,1	95,1
Mercantentes	Équivalence		Espagne		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Sircam	Équivalence		France		Entreprise associée	25,4	25,4	25,4	25,4
Sociétés de crédit-bail et location									
Locam	Équivalence		France		Entreprise associée	25,4	25,4	25,4	25,4
Sociétés d'investissement									
Bercy Participations	Équivalence		France		Entreprise associée	25,6	25,6	25,6	25,6
CA Centre France Développement	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
CAF Immobilier	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
CADS Développement	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Calixte Investissement	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
CAME ENERGIE SAS	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Crédit Agricole Centre Est Immobilier	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Crédit Agricole F.C. Investissement	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
L'Immobilier d'A Côté	Équivalence		France		Entreprise associée	25,2	25,2	25,2	25,2



Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-15	31-déc.-14
Nord Capital Investissement	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	26,7	26,7
Nord Est Champagne Agro Partenaires	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	26,5	26,5
Nord Est Expansion	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	26,5	26,5
Prestimmo	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Sepi	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Sequana	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,0	25,0	25,0	25,0
Socadif	Équivalence		France		Entreprise associée	25,6	25,6	25,7	25,7
Développement touristique-immobilier									
Aquitaine Immobilier Investissement	Équivalence		France		Entreprise associée	29,3	29,3	29,3	29,3
Franche Comté Développement Foncier	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Franche Comté Développement Immobilier	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Nord Est Aménagement Promotion	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	26,5	26,5
Nord Est Gestion Immobilière	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	26,5	26,5
Nord Est Immo	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	26,5	26,5
Nord Est Optimmo S.A.S.	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	26,5	26,5
Nord Est Patrimoine Immobilier	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	26,5	26,5
Nord Est Square Habitat	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	10,6	26,5
Normande Seine Foncière	Équivalence		France		Entreprise associée	25,6	25,6	25,6	25,6
S.A. Foncière de l'Erable	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
S.A.S. Arcadim Fusion	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
S.A.S. Chalons Mont Bernard	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	26,5	26,5
S.A.S. Charleville Forest	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	26,5	26,5
S.A.S. Laon Brosselette	Équivalence		France		Entreprise associée	26,5	26,5	26,5	26,5
SCI Crystal Europe	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Quartz Europe	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Divers									
Adret Gestion	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,0	25,0	25,0	25,0
Alsace Blé	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,0	25,0	23,7	23,7
Amundi diversifié 1	Équivalence	E2	France		Filiale	25,6		25,6	
Anjou Maine Gestion	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Aquitaux Rendement	Équivalence		France		Entreprise associée	29,3	29,3	29,3	29,3
Armor Fonds Dédié	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Audaxis France	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
Bercy Champ de Mars	Équivalence		France		Entreprise associée	25,6	25,6	25,6	25,6
BFT diversifié 1	Équivalence	E2	France		Filiale	25,6		25,6	
Brie Picardie Croissance	Équivalence	E2	France		Entreprise associée	27,3		27,3	
CL Verwaltungs und Beteiligungsgesellschaft GmbH	Globale		Allemagne		Filiale	100,0	100,0	95,1	95,1
CA Aquitaine Agences Immobilières	Équivalence		France		Entreprise associée	29,3	29,3	29,3	29,3
CA Aquitaine Immobilier	Équivalence		France		Entreprise associée	29,3	29,3	29,3	29,3
CA Participations	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Capimmo 4	Équivalence		France		Entreprise associée	25,2	25,2	24,9	24,9
Capimmo 6	Équivalence		France		Entreprise associée	25,2	25,2	25,2	25,2
CAP Actions 2	Équivalence		France		Entreprise associée	25,2	25,2	25,2	25,2
CAP ACTIONS 3	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,2	25,2	25,2	25,2
CAP Obligataire	Équivalence		France		Entreprise associée	25,2	25,2	25,2	25,2
CAP Régulier 1	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,2	25,2	25,2	25,2
CAP Centre-Est	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
CD COM (ChampagneFM)	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
Centre France Location Immobilière	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Cercle Bleu	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
CFM Opalis	Équivalence	S1	France		Entreprise associée	25,0			6,3
Chabriac	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	22,0	22,0
CINEVEVS	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
Contact FM	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
Courrier Picard	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,1	6,1
CPR diversifié 1	Équivalence	E2	France		Filiale	25,6		25,6	
CR Provence Côte d'Azur LCR	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,0	25,0	25,0	25,0
Crédit Lyonnais Développement Économique (CLDE)	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	95,1	95,1
Edokial	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	14,7	14,7
Emeraude Croissance	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	26,0	26,0	26,0	26,0
Europimmo	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Everbreizh	Équivalence	E2	France		Entité structurée contrôlée	26,0		26,0	
FCP Centre Loire	Équivalence	E2	France		Entité structurée contrôlée	27,7		27,7	
Financière PCA	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,0	25,0	25,0	25,0
Finarmor Gestion	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Fonds dédié Eistar	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Force 29	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Alsace	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Charente Maritime Deux Sèvres	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Iroise	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Languedoc	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,8	25,8	25,8	25,8
Force Lorraine Duo	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Profile 20	Équivalence		France		Entreprise associée	25,6	25,6	25,8	25,8
Force Run	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Toulouse Diversifié	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	26,5	26,5	26,5	26,5
Force 4	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,0	25,0	25,0	25,0
GB Affichage	Équivalence		France		Entreprise associée	12,5	12,5	3,9	3,9
GB Sud	Équivalence	S1	France		Entreprise associée	25,0		6,3	
Images en Nord	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	3,2	3,2



Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-15	31-déc.-14
Immobilière de Picardie	Équivalence		France		Entreprise associée	27,3	27,4	27,3	27,4
Inforsud Diffusion	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	22,2	22,2
Inforsud Gestion	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	22,2	22,2
Interrep	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
La Voix Conseil	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
La Voix du Nord	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,1	6,1
La Voix du Nord Multimedia	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
L'Aisne Nouvelle	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
L'Indépendant du P. de Calais	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
Mercio Delta Print	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	22,2	22,2
Meura	Équivalence	S1	France		Entreprise associée	25,0			6,3
Morbihan Gestion	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	27,9	28,0	27,9	28,0
MSI ARRAS	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
MSI BOULOGNE MER	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
MSI CALAIS	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
MSI LE TOUQUET	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
MSI LENS	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
MSI LILLE	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
MSI VALENCIENNES	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
MSI WIMEREUX	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Nacarat	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	7,7	7,7
Nep TV	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,0	6,0
NMP Gestion	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	25,0	25,0	25,0	25,0
Nord de France Immobilier	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Nord Eclair	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
Nord Littoral	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
NORDPRESS	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
Norpicom	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,1	6,1
NS Immobilier Finance	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Ozenne Institutionnel	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	26,5	26,5	26,5	26,5
PCA IMMO	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
PG IMMO	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
PG Invest	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Picardie Matin	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
Presse Normande	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
Presse Gratuite Lille Métropole	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
Pyrénées Gascogne Altitude	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Pyrénées Gascogne Gestion	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Répondances	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
S.A.S. Immord	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
SAS Brie Picardie Expansion	Équivalence		France		Entreprise associée	27,3	27,4	27,3	27,4
SCI Euralliance Europe	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Les Fauvins	Équivalence		France		Entreprise associée	25,2	25,2	25,2	25,2
Scica HL	Équivalence		France		Entreprise associée	25,4	25,4	25,1	25,1
SIA	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
STM	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
Sud Rhône Alpes Placement	Équivalence		France		Entreprise associée	25,8	25,8	26,0	26,0
Toulouse 31 Court Terme	Équivalence		France		Entreprise associée structurée	26,5	26,5	26,5	26,5
Val de France Rendement	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	25,0	25,0
Voix du Nord Etudiant	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
Voix du Nord Investissement	Équivalence		France		Entreprise associée	25,0	25,0	6,3	6,3
BANQUE DE PROXIMITÉ À L'INTERNATIONAL									
Établissement bancaire et financier									
Arc Broker	Globale	E2	Pologne		Filière	100,0		100,0	
Banca Popolare Friuladria S.p.A.	Globale		Italie		Filière	80,2	80,2	61,3	61,3
Bankoa	Équivalence		Espagne		Entreprise associée	30,0	30,0	28,7	28,7
Cariparma	Globale		Italie		Filière	76,5	76,5	76,5	76,5
Carispezia	Globale		Italie		Filière	80,0	80,0	61,2	61,2
Credit Agricole Bank Albania S.A.	Globale	D4	Albanie		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Credit Agricole Bank Polska S.A.	Globale		Pologne		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Credit Agricole Banca Srbija a.d. Novi Sad	Globale		Serbie		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Credit Agricole Egypt S.A.E.	Globale		Egypte		Filière	60,5	60,5	60,2	60,2
Credit Agricole Financement	Équivalence		Suisse		Entreprise associée	35,1	36,4	32,2	33,3
Credit Agricole Polska S.A.	Globale		Pologne		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Credit Agricole Romania	Globale		Roumanie		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Credit Agricole Service sp.z o.o.	Globale		Pologne		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit du Maroc	Globale		Maroc		Filière	78,7	78,7	78,7	78,7
Centea (entité opaque abs par E31910)	Équivalence	S2	Belgique		Entreprise associée	5,0			16,6
Creln SA	Équivalence	S2	Belgique		Entreprise associée	5,0			16,6
Creln Insurance SA	Équivalence	S2	Belgique		Entreprise associée	5,0			16,6
Europabank	Équivalence	S2	Belgique		Entreprise associée	5,0			16,6
Lukas Finance S.A.	Globale		Pologne		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
PJSC Crédit Agricole	Globale		Ukraine		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Divers									
Belgium CA S.A.S.	Équivalence		France		Entreprise associée	10,0	10,0	33,2	33,2
Crédit du Maroc Succursale de France	Globale		France	Maroc	Succursale	100,0	100,0	78,7	78,7
IUB Holding	Globale		France		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Keytrade	Équivalence	S2	Belgique		Entreprise associée	5,0			16,6



Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle	% d'intérêt		
						30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-15	31-déc.-14
SERVICES FINANCIERS SPECIALISÉS									
Établissement bancaire et financier									
Aetran Administratie Dienstverlening B.V.	Globale	S1	Pays-Bas		Filiale	100,0		100,0	
Agos S.p.A.	Globale		Italie		Filiale	61,0	61,0	61,0	61,0
Alsola	Équivalence		France		Entreprise associée	20,0	20,0	20,0	20,0
Antera Incasso B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Assifbo Financieringen B.V.	Globale	S1	Pays-Bas		Filiale		100,0		100,0
BCC Credito Consumo	Équivalence		Italie		Entreprise associée	40,0	40,0	24,4	24,4
Crafl	Globale		France		Filiale	51,0	51,0	51,0	51,0
Creditbon	Globale		Portugal		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Credicom Consumer Finance Bank S.A.	Globale		Grèce		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Credit Maatschappij "De IJssel" B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Commercial Finance Polska S.A.	Globale		Pologne		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Consumer Finance	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Consumer Finance Nederland	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Creditplus Bank AG	Globale		Allemagne		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Creditum Slovakia, a.s.	Globale		Slovакie		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
De Kredietdesk B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Dealer service B.V.	Globale	S1	Pays-Bas		Filiale		100,0		100,0
DMC Groep N.V.	Globale	S1	Pays-Bas		Filiale		100,0		100,0
DNV B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
EFL Services	Globale		Pologne		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor AG (Allemagne)	Globale		Allemagne		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor Hispania S.A.	Globale		Espagne		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor Itala S.p.A.	Globale		Italie		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor SA - NV (Belux)	Globale		Belgique		Succursale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor S.A. (Portugal)	Globale		Portugal		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofinus Financieringen B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurolenlijn B.V.	Globale	S1	Pays-Bas		Filiale		100,0		100,0
FC France S.A.	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Bank S.P.A.	Équivalence		Italie		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Danmark A/S	Équivalence		Danemark		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Espânia EFC S.A.	Équivalence		Espagne		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Ireland Plc	Équivalence		Irlande		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Nederland B.V.	Équivalence		Pays-Bas		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FCA Capital Suisse S.A.	Équivalence		Suisse		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA BANK POLSKA	Équivalence		Pologne		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Bank Germany GrnbH	Équivalence		Allemagne		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Bank GrnbH	Équivalence		Autriche		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Belgum S.A.	Équivalence		Belgique		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Danmark A/S, Finland Branch	Équivalence	D3	Finlande		Co-entreprise	50,0		50,0	
FGA Capital Hellas S.A.	Équivalence		Grèce		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital IFC	Équivalence		Portugal		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Re Limited	Équivalence		Irlande		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital UK Ltd.	Équivalence		Royaume-Uni		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Distribuidora	Équivalence		Portugal		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Insurance Hellas S.A.	Équivalence		Grèce		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Leasing GmbH	Équivalence		Autriche		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Leasing Polska	Équivalence		Pologne		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Wholesale UK Ltd.	Équivalence		Royaume-Uni		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
Financierings Data Netwerk B.V.	Équivalence		Pays-Bas		Co-entreprise	50,0	44,0	50,0	44,0
Financieringsmaatschappij Mahuko N.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finata Bank N.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finata Sparen N.V.	Globale	S1	Pays-Bas		Filiale		100,0		100,0
Finata Zuid-Nederland B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	97,9	100,0	97,9	100,0
FL Auto SNC	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FL Location SNC	Équivalence	S1	France		Co-entreprise		50,0		50,0
FORSO Denmark	Équivalence		Danemark		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FORSO Finland	Équivalence		Finlande		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FORSO Norway	Équivalence		Norvège		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FORSO Sw eden	Équivalence		Suède		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
GAC - Sofinco Auto Finance Co. Ltd.	Équivalence		Chine		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
IDM Finance B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
IDM Financieringen B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
IDM lease maatschappij N.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Ilebe Lease B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
InterBank N.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
J.J.P. Akkerman Financieringen B.V.	Globale	S1	Pays-Bas		Filiale		100,0		100,0
Krediet '78 B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Mahuko Financieringen B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Marko N.V.	Globale	S1	Pays-Bas		Filiale		100,0		100,0
Menafinance	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
Money Care B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
New Theo	Globale	S1	Royaume-Uni		Filiale		100,0		100,0
NVF Voorschotbank B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Regio Kredietdesk B.V.	Globale	S1	Pays-Bas		Filiale		100,0		100,0
Ribank	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sedef	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Theofinance LTD	Globale	S2	Maurice	France	Filiale		100,0		100,0
Theofinance SA	Globale	S2	Uruguay	France	Filiale		100,0		100,0
Tunisie Factoring	Équivalence		Tunisie		Entreprise associée	36,4	36,4	36,4	36,4



Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-15	31-déc.-14
VoordeelBank B.V.	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Wafasalaf	Équivalence		Maroc		Entreprise associée	49,0	49,0	49,0	49,0
Sociétés de crédit-bail et location									
Auxifip	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
CAL Espagne	Globale		Espagne	France	Succursale	100,0	100,0	100,0	100,0
Carefleet S.A.	Globale		Pologne		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Leasing & Factoring	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Leasing Italia	Globale		Italie		Filiale	100,0	100,0	80,0	80,0
Crédit du Maroc Leasing	Globale		Maroc		Filiale	100,0	100,0	85,8	85,8
Credum	Globale		République Tchèque		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Emporiki Rent Long Term Leasing of Vehicles S.A.	Globale		Grèce		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Europejski Fundusz Leasingowy (E.F.L.)	Globale		Pologne		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
FAL Fleet Services S.A.S.	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Services Spain S.A.	Équivalence		Espagne		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Contracts UK Ltd.	Équivalence		Royaume-Uni		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
Finamur	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Green FCT Lease	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GSA Ltd	Globale	E2	Maurice		Filiale	100,0		100,0	
LeasyS S.p.A.	Équivalence		Italie		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
Lixxbail	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxcourtage	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxcredit	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Ucaflet	Équivalence		France		Entreprise associée	35,0	35,0	35,0	35,0
Unifergie	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sociétés d'investissement									
Argence Investissement S.A.S.	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Assurance									
ARES Reinsurance Ltd.	Globale		Irlande		Filiale	100,0	100,0	61,0	61,0
Divers									
CCDS (Carte Cadeaux Distribution Services)	Équivalence		France		Entreprise associée	49,0	49,0	49,0	49,0
Crédit LIFT	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eda	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
EFL Finance S.A.	Globale		Pologne		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sofinco Participations	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Teetys	Globale	S2	France		Filiale			100,0	100,0
GESTION DE L'EPARGNE ET ASSURANCES									
Établissement bancaire et financier									
ABC-CA Fund Management CO	Équivalence		Chine		Entreprise associée	33,3	33,3	26,2	26,2
AMUNDI	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI (UK) Ltd.	Globale		Royaume-Uni		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
Amundi AI LONDON BRANCH	Globale		Royaume-Uni		Succursale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI AI S.A.S.	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
Amundi Belgium	Globale		Belgique		Succursale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI DEUTSCHLAND	Globale		Allemagne		Succursale	100,0	100,0	78,6	78,6
Amundi Distributors Usa Llc	Globale		Etats-Unis		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Finance	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Finance Emissions	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI GLOBAL SERVICING	Globale		Luxembourg		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Group	Globale		France		Filiale	78,6	78,6	78,6	78,6
AMUNDI Helios MFMC S.A.	Globale		Grèce		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI HONG KONG BRANCH	Globale		Hong kong		Succursale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Hong Kong Ltd.	Globale		Hong-Kong		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI beria S.G.I.I.C.S.A.	Globale		Espagne		Filiale	100,0	100,0	87,2	87,2
AMUNDI Immobilier	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI India Holding	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Intermediation	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
Amundi Investments USA LLC	Globale	S4	Etats-Unis		Filiale			100,0	78,6
AMUNDI Japan	Globale		Japon		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Japan Holding	Globale		Japon		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Japan Securities Cy Ltd.	Globale		Japon		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI LONDON BRANCH	Globale		Royaume-Uni		Succursale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Luxembourg S.A.	Globale		Luxembourg		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Malaysia Sdn Bhd	Globale		Malaisie		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Nederland (Amsterdam)	Globale		Pays-Bas		Succursale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Polska	Globale		Pologne		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Private Equity Funds	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Real Estate Italia SGR S.p.A.	Globale		Italie		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI SGR S.p.A.	Globale		Italie		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Singapore Ltd.	Globale		Singapour		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Smith Breden	Globale		Etats-Unis		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Suisse	Globale		Suisse		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Tenue de Comptes	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI USA Inc	Globale		Etats-Unis		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
AMUNDI Ventures	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6
Bawag PSK Invest	Globale	E3	Autriche		Filiale	100,0		78,6	
BFT Gestion	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	78,6	78,6



Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-15	31-déc.-14
CA Brasil DTVM	Globale		Brésil		Filière	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Gestion	Globale		France		Filière	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Private Banking	Globale		France		Filière	100,0	100,0	97,8	97,8
CACBS (USA) Inc.	Globale		Ets-Unis		Filière	100,0	100,0	85,0	85,0
CACBS (Canada) Ltd.	Globale		Canada		Filière	100,0	100,0	85,0	85,0
CACBS Bank Deutschland GmbH	Globale		Allemagne		Filière	100,0	100,0	85,0	85,0
CACBS BANK France	Globale		France		Filière	100,0	100,0	85,0	85,0
CACBS Bank Luxembourg	Globale		Luxembourg		Filière	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank Luxembourg (Amsterdam)	Globale		Pays-Bas		Succursale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank Luxembourg (Brussels)	Globale		Belgique		Succursale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank Luxembourg (Dublin)	Globale		Irlande		Succursale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank Luxembourg (London)	Globale	E2	Royaume-Uni		Succursale	100,0		85,0	
CACEIS Bank Luxembourg (Milan)	Globale		Italie		Succursale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank Luxembourg (Nyon)	Globale	E2	Suisse		Succursale	100,0		85,0	
CACBS Belgium	Globale		Belgique		Filière	100,0	100,0	85,0	85,0
CACBS Corporate Trust	Globale		France		Filière	100,0	100,0	85,0	85,0
CACBS Fund Administration	Globale		France		Filière	100,0	100,0	85,0	85,0
CACBS Island Limited	Globale		Irlande		Filière	100,0	100,0	85,0	85,0
CACBS Switzerland S.A.	Globale		Suisse		Filière	100,0	100,0	85,0	85,0
Clam Philadelphia	Globale		France		Filière	100,0	100,0	78,6	78,6
CPA AM	Globale		France		Filière	100,0	100,0	78,6	78,6
Crédit Agricole Luxembourg	Globale		Luxembourg		Filière	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Luxembourg (Belgique)	Globale		Belgique	Luxembourg	Succursale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Luxembourg (Espagne)	Globale		Espagne	Luxembourg	Succursale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Suisse	Globale		Suisse		Filière	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Suisse (Bahamas) Ltd.	Globale		Bahamas		Filière	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Suisse (Hong-Kong)	Globale		Hong kong	Suisse	Succursale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Suisse (Singapour)	Globale		Singapour	Suisse	Succursale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Foncier de Monaco	Globale		Monaco		Filière	70,1	70,1	67,4	67,4
Boîte Gestion	Globale		France		Filière	100,0	100,0	78,6	78,6
Financaria Indosuez International Ltd.	Globale		Suisse		Filière	100,0	100,0	97,8	97,8
Fund Channel	Équivalence		Luxembourg		Entreprise associée	50,0	50,0	39,3	39,3
IKS KB	Globale		République Tchèque		Filière	100,0	100,0	78,6	78,6
Investor Service House S.A.	Globale		Luxembourg		Filière	100,0	100,0	85,0	85,0
LCL Emissions	Globale		France		Filière	100,0	100,0	78,6	78,6
NH-CA Asset Management Ltd.	Équivalence		Corée du sud		Entreprise associée	40,0	40,0	31,4	31,4
Partinvest S.A.	Globale		Luxembourg		Filière	100,0	100,0	85,0	85,0
Société Générale Gestion (SGG)	Globale		France		Filière	100,0	100,0	78,6	78,6
State Bank of India Fund Management	Équivalence		Inde		Entreprise associée	37,0	37,0	29,1	29,1
WAFA Gestion	Équivalence		Maroc		Entreprise associée	34,0	34,0	26,7	26,7
Sociétés d'investissement									
CACBS S.A.	Globale		France		Filière	85,0	85,0	85,0	85,0
Assurance									
Assurances Mutualées Fédérales	Globale	S3	France		Filière		100,0		100,0
CA Assicurazioni	Globale		Italie		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI DAWI	Globale		Italie	Irlande	Succursale	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI LIFE LIMITED	Globale		Irlande		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI NON LIFE LIMITED	Globale		Irlande		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI NON VIE	Globale		France	Irlande	Succursale	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI Reinsurance Ltd.	Globale		Irlande		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI VIE	Globale		France	Irlande	Succursale	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI VITA	Globale		Italie	Irlande	Succursale	100,0	100,0	100,0	100,0
CALI Europe Succursale France	Globale		France		Succursale	100,0	100,0	100,0	99,9
CALI Europe Succursale Pologne	Globale		Pologne	Luxembourg	Succursale	100,0	100,0	100,0	99,9
Crédit Agricole Assurances (CAA)	Globale		France		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Creditor Insurance (CACI)	Globale		France		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life	Globale	D4	Grèce		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life Insurance Company Japan Ltd.	Globale		Japon		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life Insurance Europe	Globale		Luxembourg		Filière	100,0	100,0	99,9	99,9
Crédit Agricole Reinsurance S.A.	Globale		Luxembourg		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Vita S.p.A.	Globale		Italie		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Assurances	Globale		France		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Risques Divers	Globale		France		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Vie	Globale		France		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
GNB SEGUROS (Anciennement BES SEGUROS)	Globale		Portugal		Filière	50,0	50,0	50,0	50,0
Médicale de France	Globale		France		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Pacifica	Globale		France		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica	Globale		France		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica - Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole	Globale		Espagne		Succursale	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Holding (Ireland) Limited	Globale		Irlande		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Lux	Globale		Luxembourg		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
Spirica	Globale		France		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCM									
ACAJIA	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	78,6	78,6
ACAJOU	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	78,6	78,6
Amundi Absolute Credit	Globale		France		Entité structurée contrôlée	29,2	29,8	22,9	23,5
AMUNDI Corporate 3 Ans	Globale	S2	Italie		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Amundi Funds Equity Global Minimum Variance	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	23,0		18,1	



Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-15	31-déc.-14
AMUNDI GRD 22 FCP	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Amundi Hk - Green Planet Fund	Globale		Hong Kong		Entité structurée contrôlée	99,0	99,0	77,9	77,9
Amundi Money Market Fund - Short Term (GBP)	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	78,6	78,6
Amundi Money Market Fund - Short Term (USD) - part OC	Globale	S2	Luxembourg		Entité structurée contrôlée	100,0			
Amundi Money Market Fund - Short Term (USD) - part OV	Globale	S2	Luxembourg		Entité structurée contrôlée	53,2		41,8	
Amundi Performance Absolue Equilibre	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	78,6	78,6
BFT opportunité	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013 COMPARTIMENT 5 A5	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013-2	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013-3	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA PRV./FINANC.COMP.1 A1 FIC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA PRV./FINANC.COMP.2 A2 FIC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Choral Allocation	Globale		France		Entité structurée contrôlée	99,7	99,9	78,4	78,5
CNP ACP 10 FCP	Équivalence	E1	France		Co-entreprise structurée	49,9		49,9	
CNP ACP OBLIG	Équivalence	E1	France		Co-entreprise structurée	50,0		50,0	
Edram opportunités	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA 2013	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013 FCPR B1	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013 FCPR C1	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2013 FCPR D1	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA COMP TER PART A3	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA COMPART BIS PART A2	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA COMPARTIMENT 1 PART A1	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA France croissance 2 A	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 2007 A	Globale		France		Entité structurée contrôlée	99,9	99,9	99,9	99,9
FCPR PREDICA 2007 C2	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	99,9	100,0	99,9
FCPR PREDICA 2008 A1	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 2008 A2	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 2008 A3	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA 3ECONDIAIRE I A1	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA SECONDAIRE I A2	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA SECONDAIRES II A	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR PREDICA SECONDAIRES II B	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR Roosevelt Investissements	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR UI CAP AGRO	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR UI CAP SANTE A	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT CAREPTA - COMPARTIMENT 2014-1	Globale		France		Entité structurée contrôlée	93,8	93,8	93,8	93,8
FCT CAREPTA - COMPARTIMENT 2014-2	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT MID CAP 2 05/12/22	Globale	E2	France		Entité structurée contrôlée	100,0		100,0	
Federalval	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Genavent	Globale		France		Entité structurée contrôlée	52,3	52,3	41,1	41,1
Genavent Partners Lp	Globale		Etats-Unis		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	78,6	78,6
GRD TOBAM AB A	Globale	E2	France		Entité structurée contrôlée	100,0		100,0	
GRD01	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD02	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD03	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD04	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD05	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD07	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD08	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD09	Globale		France		Entité structurée contrôlée	97,3	97,4	97,3	97,4
GRD10	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD11	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD12	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD13	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD14	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD16	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD17	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD18	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD19	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD20	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD21	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD23	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Londres Croissance C16	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	78,6	78,6
LRP - CPT JANVIER 2013 030 13-21 11/01A	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	84,2	84,2	84,2	84,2
OBJECTIF LONG TERME FCP	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Peg - Portfolio Eonia Garanti	Globale		France		Entité structurée contrôlée	95,1	89,3	74,8	70,2
Predica 2005 FCPR A	Globale		France		Entité structurée contrôlée	99,9	99,9	99,9	99,9
Predica 2006 FCPR A	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2006-2007 FCPR	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICA 2010 A1	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICA 2010 A2	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICA 2010 A3	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICA SECONDAIRES II	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Predicant A1 FCP	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Predicant A2 FCP	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Predicant A3 FCP	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Prediquant opportunité	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	99,7	100,0	99,7
PREDIQANT STRATEGIES	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDIPARK	Globale		France		Filière	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GR 0% 28	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	94,9	94,9	94,9	94,9



Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-15	31-déc.-14
PREMIUM GREEN 4.52%06-21 EMTN	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.54%06-13.06.21	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.5575%21 EMTN	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.56%06-21	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.7% EMTN 08/08/21	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN 4.72%12-250927	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	80,7	78,9	80,7	78,9
PREMIUM GREEN PLC 4.30%2021	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 06/22	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 07/22	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 07-22	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 22	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV 26/07/22	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV06-16 EMTN	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV07-17 EMTN	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN TV2027	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	75,9	75,9	75,9	75,9
PREMIUM GREEN TV3/05/022 EMTN	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
PREMIUM GREEN4.33%06-29/10/21	Globale		Irlande		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Fonds UC									
96 fonds UC ⁽¹⁾ dont le taux de détention est supérieur ou égal à 95%	Globale		France		Entité structurée contrôlée	≥ 95 %	/	≥ 95 %	/
AF EQUIGLOB AHE CAP	Globale	E2	Luxembourg		Entité structurée contrôlée	51,5		51,5	
AF INDEX EO JAPAN A/E CAP	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	47,8	43,8	47,8	43,8
AF INDEX EO USA A4E	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	78,5	87,7	78,5	87,7
AM AC BU ISR-P3D	Globale	E1	France		Entité structurée contrôlée	7,4		7,4	
AM CR 1-3 EU PC 3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	68,6	76,8	68,6	76,8
AMUN TRESO CT PC 3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	19,3	77,3	19,3	77,3
AMUNLTRES.EONIA ISR E FCP 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	2,1	29,6	2,1	29,6
AMUNDI ABSOLUTE GLOB DIVIDAE 3D	Globale	E1	Luxembourg		Entité structurée contrôlée	20,3		20,3	
AMUNDI ACT.MONDE P	Globale		France		Entité structurée contrôlée	60,7	60,2	60,7	60,2
AMUNDI ACTIONS FRANCE C 3DEC	Globale	E2	France		Entité structurée contrôlée	32,8		32,8	
AMUNDI F D AV DURABL.P1 FCP 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	68,3	63,5	68,3	63,5
AMUNDI B EU COR AEC	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	56,2	23,7	56,2	23,7
AMUNDI BOND GLOBAL CORP AE 3DEC	Globale	S1	Luxembourg		Entité structurée contrôlée		40,1		40,1
AMUNDI CRED.EURO ISR P FCP 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	61,3	61,2	61,3	61,2
AMUNDI EQ E N A HEC	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	62,5	67,1	62,5	67,1
AMUNDI GBL MACRO MULTI ASSET P	Globale		France		Entité structurée contrôlée	69,2	72,2	69,2	72,2
AMUNDI HORIZON 3D	Globale	E1	France		Entité structurée contrôlée	63,8		63,8	
AMUNDI PATRIMONE C 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	72,7	69,7	72,7	69,7
AMUNDI PULSACTIONS	Globale		France		Entité structurée contrôlée	44,5	90,7	44,5	90,7
AMUNDI VALEURS DURAB	Globale	E1	France		Entité structurée contrôlée	40,6		40,6	
AMUNDI 12 M P	Globale	E2	France		Entité structurée contrôlée	78,4		78,4	
ANTNEA FCP	Globale		France		Entité structurée contrôlée	55,4	54,8	55,4	54,8
ARAMIS PATRIM D 3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	51,0	55,9	51,0	55,9
ARC FLEXIBOND-D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	61,0	64,7	61,0	64,7
ATOUT EUROPE C FCP 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	80,7	80,9	80,7	80,9
ATOUT FRANCE C FCP 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	41,1	41,7	41,1	41,7
ATOUT HORIZON DUO FCP 3DEC	Globale	S1	France		Entité structurée contrôlée		74,8		74,8
ATOUT MONDE C FCP 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	87,6	87,9	87,6	87,9
ATOUT QUANTEUROLAND SI 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	40,8	40,9	40,8	40,9
ATOUT VERT HORIZON FCP 3 DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	34,4	34,3	34,4	34,3
ACTIONS 70	Globale	S1	France		Entité structurée contrôlée		37,1		37,1
AXA EUR SM CAPE 3D	Globale	S1	France		Entité structurée contrôlée		19,2		19,2
AXA FIS US CORPORATE BONDS F	Globale	E2	Luxembourg		Entité structurée contrôlée	60,6		60,6	
BEST BUS MODELS RC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	45,3	34,4	45,3	34,4
CA MASTER EUROPE	Globale		France		Entité structurée contrôlée	49,8	51,4	49,8	51,4
CAA 2014 COMPARTIMENT 1 PART A1	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
CAA 2014 INVESTISSEMENT PART A3	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
CAPITOP MONDOBLIG SI 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	50,8	51,1	50,8	51,1
CONVERT.EUROPA.E	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	41,3	53,9	41,3	53,9
CPR CONSO ACTIONNAIRE FCP P	Globale		France		Entité structurée contrôlée	52,1	57,2	52,1	57,2
CPR OBLIG 12 M P3D	Globale	E1	France		Entité structurée contrôlée	43,8		43,8	
CPR REFL.RESP.0-100 P FCP 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	55,4	100,0	55,4	100,0
CPR REFLEX CBL.100 P FCP 3DEC	Globale	S1	France		Entité structurée contrôlée		68,3		68,3
CPR RENAISSANCE.JAPON.HP3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	44,8	52,2	44,8	52,2
CPR SILVER AGE P3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	40,2	45,2	40,2	45,2
DNA 0% 12-211220	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	89,8	89,7	89,8	89,7

*** FONDS ET AUTRES INVESTISSEMENTS CONSOLIDÉS**

Au 30 juin 2015, 96 fonds d'investissement de l'assurance consolidés en France détenus entre 95 % et 100 % représentent 19 082 millions d'euros dans les actifs du Groupe. Les participations ne donnant pas le contrôle figurent au passif dans le poste "Passifs financiers à la Juste Valeur sur option".



Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-15	31-déc.-14
DNA 0% 16/10/2020	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	90,9	93,5	90,9	93,5
DNA 0% 21/12/20 EMTN	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	70,4	71,1	70,4	71,1
DNA 0% 23/07/18 EMTN INDX	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	77,7	78,0	77,7	78,0
DNA 0% 27/06/18 INDX	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	83,4	74,3	83,4	74,3
DNA 0% 11-23/12/16 INDX	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	77,4	77,8	77,4	77,8
DNA 0% 12-24/04/18 INDX	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	79,8	79,2	79,8	79,2
ECOFI MULTI OPPORTUN FCP 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	87,3	86,8	87,3	86,8
HMG GLOBETROTTER D	Globale	E1	France		Entité structurée contrôlée	55,2		55,2	
IND.CAP.EMERG.-C3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	66,3	71,4	66,3	71,4
INDO.FLEX.100 -C3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	92,9	93,9	92,9	93,9
INDOSUEZ CRESCENDO FCP	Globale	S4	France		Entité structurée contrôlée		46,8		46,8
INDOSUEZ EUROPE EXPANSION FCP	Globale		France		Entité structurée contrôlée	40,0	46,8	40,0	46,8
INVEST RESP S3 3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	65,5	68,8	65,5	68,8
JAYANNE FCP 3DEC	Globale	S1	France		Entité structurée contrôlée		100,0		100,0
JAYANNE 2 FCP 3DEC	Globale	S1	France		Entité structurée contrôlée		100,0		100,0
JPM-US S E P-A EURA	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	58,8	76,6	58,8	76,6
LCL A.C.DEV.DU.EURO	Globale		France		Entité structurée contrôlée	45,1	42,7	45,1	42,7
LCL A.C.EMERGENTS 3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	48,0	48,4	48,0	48,4
LCL ACT.EME.(EU).3D	Globale	E1	France		Entité structurée contrôlée	42,7		42,7	
LCL ACT. IMMOBIL3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	47,2	45,7	47,2	45,7
LCL ACT.USA ISR 3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	49,7	49,3	49,7	49,3
LCL ACTIONS EURO C	Globale	E2	France		Entité structurée contrôlée	60,5		60,5	
LCL ALLOCATION DYNAMIQUE 3D FCP	Globale		France		Entité structurée contrôlée	47,5	48,1	47,5	48,1
LCL ALLOCATION EQUILIBRE 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	47,7	48,2	47,7	48,2
LCL CAPTURE 40 VIE FCP 3DEC	Globale	S1	France		Entité structurée contrôlée		89,1		89,1
LCL D.CAPT.JU.10.3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	84,6	84,7	84,6	84,7
LCL DEVELOPPEMENT PME C	Globale		France		Entité structurée contrôlée	84,4	89,0	84,4	89,0
LCL FDS ECH.MONE.3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	85,9	84,6	85,9	84,6
LCL FLEX 30	Globale		France		Entité structurée contrôlée	53,4	67,7	53,4	67,7
LCL MGEST 60 3 DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	86,2	87,6	86,2	87,6
LCL MGEST FL.0-100	Globale		France		Entité structurée contrôlée	81,8	81,2	81,8	81,2
LCL OBLIGATIONS INFLATION C EUR	Globale		France		Entité structurée contrôlée	43,9	43,4	43,9	43,4
LCL ORIENTATION DYNAMIQUE FCP3D	Globale		France		Entité structurée contrôlée	89,7	89,3	89,7	89,3
LCL ORIENTATION EQUIL.FCP 3DEC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	90,9	90,6	90,9	90,6
LCL ORIENTATION PRUDENT	Globale		France		Entité structurée contrôlée	92,5	92,4	92,5	92,4
LCL PREMIUM J.VIE 2014	Globale		France		Entité structurée contrôlée	89,3	95,9	89,3	95,9
LCL SECU100(JUL.11)	Globale		France		Entité structurée contrôlée	48,4	48,7	48,4	48,7
LCL STRATEGIE 100	Globale	S1	France		Entité structure contrôlée		59,6		59,6
LCL VOCATION RENDEMENT NOV 12 3D	Globale		France		Entité structure contrôlée	79,5	79,0	79,5	79,0
OBJECTIF PRUDENCE FCP	Globale		France		Entité structurée contrôlée	93,3	83,5	93,3	83,5
OPTALIS DYNAMIQUE C FCP 3DEC	Globale		France		Entité structure contrôlée	92,6	92,6	92,6	92,6
OPTALIS EQUILIBRE C FCP 3DEC	Globale		France		Entité structure contrôlée	83,2	83,0	83,2	83,0
OPTALIS SERENITE C FCP 3DEC	Globale		France		Entité structure contrôlée	79,4	85,1	79,4	85,1
OPTIMIZ BES TIMING 13 DEC	Globale		France		Entité structure contrôlée	85,1	82,4	85,1	82,4
PARCOURS RETRAITE 26 FCP 3DEC	Globale		France		Entité structure contrôlée	93,1	81,7	93,1	81,7
PERSPECTIVE FCP 3DEC	Globale	S1	France		Entité structure contrôlée		100,0		100,0
PROTEIN VIE 3 3DEC	Globale	S1	France		Entité structure contrôlée		100,0		100,0
OPTALIS EXPANSION C FCP 3DEC	Globale	S1	France		Entité structure contrôlée		44,7		44,7
PARCOURS RETRAITE 31 3DEC	Globale		France		Entité structure contrôlée	92,0	82,2	92,0	82,2
SOLIDARITE INITIATIS SANTE	Globale		France		Entité structure contrôlée	52,2	50,0	52,2	50,0
TRIALIS C	Globale	E2	France		Entité structure contrôlée	69,4		69,4	
TRIANANCE N5 C	Globale	S1	France		Entité structure contrôlée		48,6		48,6
TRIANANCE 5 ANS	Globale		France		Entité structure contrôlée	57,6	58,6	57,6	58,6
TRIANANCE 6 ANS	Globale	E2	France		Entité structure contrôlée	61,7		61,7	
TRIANANCE N6 C	Globale		France		Entité structure contrôlée	53,5	53,3	53,5	53,3
VENDOUBOPPNV 3D	Globale		France		Entité structure contrôlée	41,1	41,6	41,1	41,6
VENDOME DOUBLE OPP II FCP 3DEC	Globale	S1	France		Entité structure contrôlée		45,7		45,7
SEVALES 3D	Globale	S1	France		Entité structure contrôlée		70,3		70,3
VENDOME DOUBLE OPPORT FCP 3DEC	Globale	S1	France		Entité structure contrôlée		41,1		41,1
VENDOME INV.FCP 3DEC	Globale		France		Entité structure contrôlée	90,5	91,1	90,5	91,1
OPCI									
Nexus 1	Globale		Italie		Entité structure contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCI Camp Invest	Globale		France		Entité structure contrôlée	68,8	68,8	68,8	68,8
OPCI ECO CAMPUS SPPICAV	Globale	E2	France		Entité structure contrôlée	100,0		100,0	
OPCI Immanens	Globale		France		Entité structure contrôlée	100,0	100,0	78,6	78,6
OPCI Immo Emissions	Globale		France		Entité structure contrôlée	100,0	100,0	78,6	78,6
OPCI Iris Invest 2010	Globale		France		Entité structure contrôlée	80,1	80,1	80,1	80,1
OPCI KART	Globale		France		Entité structure contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCI MASSY BUREAUX	Globale	E2	France		Entité structure contrôlée	89,4		89,4	
OPCI Messidor	Globale		France		Entité structure contrôlée	93,6	93,6	93,6	93,6
Predica OPCI Bureau	Globale		France		Entité structure contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica OPCI Commerces	Globale		France		Entité structure contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica OPCI Habitation	Globale		France		Entité structure contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI									
SCI BMEDIC HABITATION	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI CAMPUS MEDICS ST DENIS	Globale		France		Filiale	70,0	70,0	70,0	70,0
SCI CAMPUS RIMBAUD ST DENIS	Globale		France		Filiale	70,0	70,0	70,0	70,0
SCI FEDERALE PERERE VICTOIRE	Globale		France		Filiale	99,0	99,0	99,0	99,0
SCI FEDERALE VILLIERS	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0





Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-15	31-déc.-14
SCI IMFA 122	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMFA 123	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMFA 126	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMFA 128	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMFA 129	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMFA 131	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMFA 132	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMFA 139	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI IMFA 140	Globale		France		Filiale	99,0	99,0	99,0	99,0
SCI IMFA 148	Globale	E1	France		Filiale	99,0		99,0	
SCI LA BAUME	Globale	S3	France		Filiale		100,0		97,8
SCI LE VILLAGE VICTOR HUGO	Globale		France		Filiale	96,4	96,4	96,4	96,4
SCI MEDI BUREAUX	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI PACIFICA HUGO	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI PORTE DES LILAS - FRERES FLAVIEN	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI VALHUBERT	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Divers									
AMUNDI Informatique Technique Services	Globale		France		Filiale	99,8	99,8	80,0	80,0
CA CI Gestion	Globale		France		Filiale	82,0	82,0	82,0	82,0
Crédit Agricole Private Banking	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
SA RESICO	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SAS Caagis	Globale		France		Filiale	50,0	50,0	62,9	62,9
Via Vita	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT									
Établissement bancaire et financier									
Banco Crédit Agricole Brasi S.A.	Globale		Brésil		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Banque Saudi Fransi - BSF	Équivalence		Arabie Saoudite		Entreprise associée	31,1	31,1	30,4	30,4
Crédit Agricole CIB (ABU DHABI)	Globale		Emirats Arabes Unis	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Allemagne)	Globale		Allemagne	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Belgique)	Globale		Belgique	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Chicago)	Globale		Etats-Unis	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Corée du Sud)	Globale		Corée du sud	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Dubai)	Globale		Emirats Arabes Unis	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (DIFC)	Globale		Emirats Arabes Unis	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Espagne)	Globale		Espagne	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Finlande)	Globale		Finlande	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Hong-Kong)	Globale		Hong-kong	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Îles-Cayman)	Globale		Îles Cayman	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Inde)	Globale		Inde	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Italie)	Globale		Italie	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Japon)	Globale		Japon	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Luxembourg)	Globale		Luxembourg	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Miami)	Globale		Etats-Unis	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (New-York)	Globale		Etats-Unis	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Royaume-Uni)	Globale		Royaume-Uni	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Singapour)	Globale		Singapour	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Suède)	Globale		Suède	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Taïpei)	Globale		Taiwan	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB (Vietnam)	Globale		Vietnam	France	Succursale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Algérie Bank Spa	Globale				Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB AO	Globale	D1	Russie		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Australia Ltd.	Globale		Australie		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB China Ltd.	Globale		Chine		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB S.A.	Globale		France		Filiale	97,8	97,8	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Services Private Ltd.	Globale		Inde		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Luxembourg succursale d'Italie	Globale	E2	Italie	Luxembourg	Succursale	100,0		97,8	
Ester Finance Titrisation	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
UBAF	Équivalence				Co-entreprise	47,0	47,0	46,0	46,0
UBAF (Corée du Sud)	Équivalence		Corée du sud	France	Co-entreprise	47,0	47,0	46,0	46,0
UBAF (Japon)	Équivalence		Japon	France	Co-entreprise	47,0	47,0	46,0	46,0
UBAF (Singapour)	Équivalence		Singapour	France	Co-entreprise	47,0	47,0	46,0	46,0
Sociétés de Bourse									
Crédit Agricole Securities (USA) Inc	Globale		Etats-Unis		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Sociétés d'investissement									
Compagnie Française de l'Asie (CFA)	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Air Finance S.A.	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Holdings Ltd.	Globale		Royaume-Uni		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Global Partners Inc.	Globale		Etats-Unis		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Securities Asia BV	Globale		Pays-Bas		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Securities Asia BV (Tokyo)	Globale		Japon	Pays-Bas	Succursale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Securities Taiwan	Globale	D4	Taiwan		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Dourme Finance S.A.S.	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Finninvest	Globale		France		Filiale	98,3	98,3	96,1	96,1
Fleric	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
I.P.F.O.	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez CM II Inc.	Globale		Etats-Unis		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
L.F. Investment Inc.	Globale		Etats-Unis		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
L.F. Investment L.P.	Globale		Etats-Unis		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8



Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle		% d'intérêt	
						30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-15	31-déc.-14
Assurance									
CAIRS Assurance S.A.	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Divers									
Aclerallage EURO FCC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Aclerallage USD FCC	Globale		Ets-Unis		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Armo-Invest	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,3	97,3
Atlantic Asset Securitization LLC	Globale		Ets-Unis		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Benepart	Globale		Belgique		Filiale	99,0	99,0	96,3	96,3
CAL Conseil	Globale		Luxembourg		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calciphos	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,3	97,3
Calixis Finance	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	97,8	97,8
Calloppe SRL	Globale		Italie		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyce P.L.C.	Globale		Royaume-Uni		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	97,8	97,8
Clifap	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
CLSA Financial Products Ltd	Globale		Bermudes		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole America Services Inc.	Globale		Ets-Unis		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Asia Shipfinance Ltd.	Globale		Hong-Kong		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Finance (Guernsey) Ltd.	Globale		Guernesey		Entité structurée contrôlée	99,9	99,9	97,7	97,7
Crédit Agricole CIB Financial Prod. (Guernsey) Ltd.	Globale		Guernesey		Entité structurée contrôlée	99,9	99,9	97,7	97,7
Crédit Agricole CIB Financial Solutions	Globale		France		Entité structurée contrôlée	99,6	99,6	97,4	97,4
Crédit Agricole CIB Global Banking	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Leasing (USA) Corp.	Globale		Ets-Unis		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Private Banking Management Company	Globale		Luxembourg		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
DGAD International SARL	Globale		Luxembourg		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Elipo Finance S.r.l	Équivalence		Italie		Co-entreprise	50,0	50,0	48,9	48,9
ESNI (compartiment Crédit Agricole CIB)	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	97,8	97,8
Eucalyptus FCT	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
FCT Cablege FCT	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
FIC-FDC	Globale		Brésil		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	97,8	97,8
Financière des Scarabées	Globale		Belgique		Filiale	100,0	100,0	97,6	97,6
Héphaïstos EUR FCC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Héphaïstos GBP FCT	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Héphaïstos Multidevises FCT	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Héphaïstos USD FCT	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Himalia P.L.C.	Globale		Royaume-Uni		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	97,8	97,8
Immobilière Sirius S.A.	Globale		Luxembourg		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Holding SCA II	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Management Luxembourg II	Globale		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	97,8	97,8
Island Refinancing SRL	Globale		Italie		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	97,8	97,8
Lafina	Globale		Belgique		Filiale	100,0	100,0	96,6	96,6
LMA SA	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Merisma	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	97,8	97,8
Miladin	Globale		France		Filiale	99,0	99,0	96,9	96,9
Molinier Finances	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	96,5	96,5
Pacific EUR FCC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Pacific IT FCT	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Pacific USD FCT	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Placements et réalisations immobilières (SNC)	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,3	97,3
Sagrantino Italy SRL	Globale		Italie		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	97,8	97,8
Segemil	Globale		Luxembourg		Filiale	100,0	100,0	97,3	97,3
Shark FCC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
SNGI	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
SNGI Belgium	Globale		Belgique		Filiale	100,0	100,0	97,8	97,8
Sococlabecq	Globale		Belgique		Filiale	100,0	100,0	96,6	96,6
Sofipac	Globale		Belgique		Filiale	99,0	99,0	97,3	97,3
TCB	Globale		France		Filiale	86,5	86,5	97,5	97,5
Triple P FCC	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Vulcan EUR FCT	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Vulcan GBP FCT	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
Vulcan USD FCT	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	0,0	0,0
ACTIVITES HORS METIERS									
Crédit Agricole S.A.									
Crédit Agricole S.A.	Mère		France		Mère	100,0	100,0	100,0	100,0
Succursale Crédit Agricole SA	Globale		Royaume uni	France	Succursale	100,0	100,0	100,0	100,0
Établissement bancaire et financier									
BFC Antilles Guyane	Globale	S4	France		Filiale	100,0			95,1
Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de la Corse	Globale		France		Filiale	99,9	99,9	99,9	99,9
CL Développement de la Corse	Globale		France		Filiale	99,9	99,9	99,9	99,9
Crédit Agricole Home Loan SFH	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Fia-Net	Globale		France		Filiale	50,0	50,0	50,0	50,0
Foncaris	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sociétés d'investissement									
Crédit Agricole Capital Investissement et Finance (CACIF)	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Delfinances	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurazeo	Équivalence		France		Entreprise associée	21,8	21,5	14,8	14,7
Sodica	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0



Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Implantation	Siège social si différent de l'implantation	Type d'entité et nature du contrôle (b)	% de contrôle	% d'intérêt		
						30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-15	31-déc.-14
Divers									
CA Grands Crus	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	82,5	82,5
CA Preferred Funding LLC	Globale		Ets-Unis		Filiale	100,0	100,0	7,5	6,5
Crédit Agricole Cards & Payments	Globale		France		Filiale	50,0	50,0	63,0	63,0
Crédit Agricole Immobilier	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
Crédit Agricole Immobilier Facilities	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
Crédit Agricole Public Sector SCF	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
ESNI (compartiment Crédit Agricole S.A.)	Globale	E2	France		Entité structurée contrôlée	100,0		100,0	
FCT Evergreen HL1	Globale		France		Entité structurée contrôlée	100,0	100,0	100,0	100,0
Fia Nel Europe	Globale		Luxembourg		Filiale	50,0	50,0	50,0	50,0
Finasic	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
IDA	Globale	E2	France		Filiale	100,0		100,0	
S.A.S. Evergreen Montrouge	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI D2 CAM	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Ouentyvel	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
SILCA	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	95,0	95,0
SIS (Société Immobilière de la Seine)	Globale		France		Filiale	72,9	72,9	79,8	79,8
SNC Calliste Assur	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	99,9	99,9
UIV Vavin 1	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Uribiens	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
Uni-Edition	Globale		France		Filiale	100,0	100,0	100,0	100,0
Développement touristique-immobilier									
Crédit Agricole Immobilier Entreprise	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
Crédit Agricole Immobilier Résidentiel	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
Monré-Decroix Gestion S.A.S.	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
SASU Crédit Agricole Immobilier Investors	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
SA Projenor	Équivalence	D3	France		Filiale	48,2		48,1	
Selexia S.A.S.	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
SNC Alsace	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
SNC Eole	Équivalence		France		Co-entreprise	50,0	50,0	50,0	50,0
Les succursales sont mentionnées en italique									
(a) Modification de périmètre									
Entrées (E) dans le périmètre :									
E1 : Franchissement de seuil									
E2 : Création									
E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)									
Sorties (S) du périmètre :									
S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)									
S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle									
S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif									
S4 : Fusion absorption									
S5 : Transmission Universelle du Patrimoine									
Divers (D) :									
D1 : Changement de dénomination sociale									
D2 : Modification de mode de consolidation									
D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre									
D4 : Entité en IFRS 5									
(b) Type d'entité et nature du contrôle									
Filiale									
Succursale									
Entité structurée contrôlée									
Co-entreprise									
Co-entreprise structurée									
Opération en commun									
Entreprise associée									
Entreprise associée structurée									

12. Évènements postérieurs au 30 juin 2015

12.1 Contrôle fiscal de Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. a fait l'objet d'un contrôle fiscal qui a porté sur les exercices 2012 et 2013, et a reçu à ce titre une notification de redressement le 23 juillet 2015.

Le seul sujet redressé est relatif à la déductibilité fiscale de la moins-value réalisée par Crédit Agricole S.A. à l'occasion de la cession pour 1 euro le 1^{er} février 2013 des titres Emporiki souscrits le 28 janvier 2013 pour 588 millions d'euros.

Il convient à cet égard de préciser les éléments suivants :

- Crédit Agricole S.A. s'est vue refuser la déductibilité de la moins-value réalisée sur les titres issus d'une augmentation de capital de 2 320 millions d'euros d'Emporiki réalisée le 19 juillet 2012, en application des dispositions de l'article 18 de la Loi de Finances rectificative N°2012-958 du 16 août 2012.

Crédit Agricole S.A. a initié divers contentieux pour contester cette décision.

En particulier, Crédit Agricole S.A. a introduit un recours auprès du Tribunal Administratif de Montreuil le 11 avril 2014 visant à faire valoir que les titres issus de cette augmentation de capital du 19 juillet 2012 ne constituaient pas des titres de participation, mais des titres de placement acquis dans l'intention manifeste et unique de céder Emporiki, si bien que les dispositions faisant obstacle à la déductibilité de la moins-value, qui ne concernent que les titres de participation, ne sont pas applicables à la cession des titres Emporiki.

Le Groupe n'a aucun risque sur cette opération de 2012 puisque la moins-value n'avait pas été déduite.

- S'agissant de l'augmentation de capital de février 2013, Crédit Agricole S.A., en cohérence avec le recours introduit auprès du Tribunal Administratif de Montreuil, a considéré que la moins-value réalisée sur la cession des titres Emporiki est déductible, les titres ne pouvant être des titres de participation, s'agissant de titres cédés 4 jours après leur acquisition.

L'enjeu de la notification de redressement est de l'ordre de 230 millions d'euros, avant éventuelles sanctions pour mauvaise foi (40%).

Crédit Agricole S.A. contestera ce redressement pour les mêmes motifs que ceux développés devant le Tribunal Administratif de Montreuil. Elle contestera également les pénalités de mauvaise foi, cette déductibilité fiscale ayant fait l'objet d'une mention expresse incluse dans sa déclaration d'IS 2013.

Du fait de ces contestations, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre au 30 juin 2015.